

le monde libertaire

Hebdomadaire de la Fédération anarchiste
adhérente à l'Internationale des fédérations anarchistes

n° 1274
28 mars au 3 avril 2002

2 €
ISSN 0026-9433



BARCELONE : 500 000

SILENCE MEDIA



● Europe à Barcelone, pp. 1-3

● Procès des meurtriers de

Semira Adamu, p. 4

● Italie, Brigade rosse, p. 4

● Afrique libertaire, p. 5

● Femmes d'Argentine, pp. 6-7

● Squats expulsés, p. 8

● Ha ! Ces sociaux, p. 9

● Meeting de la FA, p. 12

Barcelone : contre leurs trahisons, notre boycott

LE SOMMET européen sur l'énergie qui s'est tenu à Barcelone aura fourni une seule polémique : combien étaient-ils à manifester en ce samedi 16 mars ? 100 000 ? 500 000 personnes ? Après tout qu'importe ! Car après la manifestation syndicale du jeudi (100 000 syndicalistes européens), celle-ci fut une démonstration de force dans la rue. C'était prévisible. Rappelez-vous, l'an dernier, le *Monde libertaire* s'était fait l'écho de l'annulation du sommet de la Banque mondiale qui devait se tenir en juin dans cette Barcelone rouge et noire. Et les préparatifs pour accueillir ce nouveau sommet européen de voleurs allaient bon train des deux côtés. Car, et c'est à redouter à chaque nouvelle mobilisation internationale, les manifestants eurent droit à leur lot de bus bloqués aux frontières¹, de fouilles au corps et de suspension des droits de circuler, d'infiltrations

policieres, de surveillance de sites internautes ou de réseaux militants, de militarisation de la ville, de provocations et de répressions au cours des manifs, d'arrestations (109 précisément) et blessures par centaines...

À la détermination populaire et de masse, il est toujours répondu par le terrorisme d'État, ses matraques toujours prêtes à tomber (65 000 hommes mobilisés) avant, pendant et après nos protestations. Pourtant, les organisateurs avaient souhaité éviter la confrontation directe : malgré Bruxelles (décembre 2001), Gênes était encore dans tous les esprits. C'est pourquoi, la manifestation barcelonaise avait évité le lieu où se tenait le sommet.

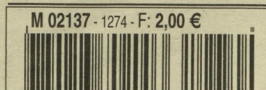
Toutefois, le cortège « contre la guerre et l'Europe du capital » organisé par un cartel d'associations (avec le Mouvement de résistance globale, mais aussi les libertaires, la CGT-e, etc) avait clairement inscrit sa démarche, plus radicale que celle, timorée, du défilé syndical du 14 acceptant la présence de Nicole Notat. Pas d'ambiguïtés donc pour les milliers de personnes qui ont défilé derrière cette banderole : un pas de plus vers une remise en cause du capitalisme, et plus seulement du néo-libéralisme ? L'avenir nous le dira.

Du sommet lui-même et des décisions prises, que faut-il rajouter ? Que Jospin et Chirac se sont avérés complémentaires pour obtenir la libéralisation des marchés du gaz et de l'électricité pour les entreprises à partir de 2004 (60 % du marché). Que la logique qui se cache derrière la libéralisation des



Celui qui n'a jamais été en prison, ne sait pas ce que c'est que l'État.

Léon Tolstoï



Fop 2520

Suite en page 3

Vie du mouvement

Judi 28 mars

Lille

« Union sacrée sécuritaire : consensus politique et fantasme médiatique autour de la délinquance ». Conférence du groupe de la métropole lilloise de la FA, à 19 heures au Centre culturel libertaire, 4, rue de Colmar.

Vendredi 29 mars

Épernay

Dans le cadre de la « Semaine contre le racisme », festival de soutien à Mumia Abu Jamal et aux 10 ans du réseau No Pasaran, avec The Pets (punk-rock), Groovalistic (fusion), Banzai Raia (punk-ska), Kochise (anarcho-punk) et Brigada Florès Magon (street-oi). À partir de 16 heures, débats et projections, au Palais des fêtes. Entrée 8 €.

La Seyne-sur-Mer

Vidéo-conférence au sujet de « La Cécilia ». L'histoire d'une communauté d'anarchistes italiens fondée au Brésil, à la fin du XIX^{ème} siècle, racontée par l'historienne Isabelle Félici. La soirée est proposée par le groupe Libertad. À 19 heures, Le Constay, 38, rue Berny. PAF : 3,05 €.

Samedi 30 mars

Bordeaux

Journée de la terre, manifestation de soutien au peuple palestinien, départ 15 heures place Gambetta.

Dimanche 31 mars

Paris 11^e

Fête de solidarité avec les Francs-tireurs partisans (groupe auteur de sabotages et de destruction de locaux et structures du Front

Photos et illustrations : droits réservés

national dans le Sud-est entre 1991 et 1998). Rediffusion du vidéo-tract sur le cas des FTP, intervention du comité de soutien Pais SRA (Solidarité résistance antifa), infos, table de presse et musique avec Skunk (uskal ska, Euskadie) et The Chancers (polska ska, Tchèque). À 17 heures au CIGP, 21 ter, rue voltaire, Paris (M^o Nation). Entrée 5 €.

Mercredi 3 avril

Paris 11^e

À l'occasion de la parution du Hors-série de No Pasaran « Sécuritaire, la guerre permanente », conférence-débat « Discours et pratique sécuritaire ». À 19 h 30 au CIGP, 21 ter, rue Voltaire avec Sylvie Tissot et Pierre Tevanian auteurs de *Stop quelle violence ?* et Laurent Bonelli co-auteur de *La machine à punir*.

Vendredi 5 avril

Paris 18^e

Projection-débat de « À Tivaouane, des alternatives sociales et éducatives au Sénégal », un film de Guillaume Burnod et David Rappe. À 20 h 30 à la bibliothèque La Rue, 10, rue Robert-Planquette (M^o Blanche ou Abbesses).

Samedi 6 avril

Lyon

Débat organisé par le groupe Durruti de la Fédération anarchiste « Qu'est-ce que l'anarchisme ? » à 15 heures à la Plume Noire, 10, rue Pierre Blanc. Apéro-bouffe à 18 heures suivi d'un sound system à partir de 20 h 30.

Montreuil

La Maison des femmes de Montreuil accueille « les femmes en

Agenda



noir » qui vous proposent : 14 h 30 : projection-débat du film « Gaza », présenté au festival du cinéma du réel 2002 ; 15 h 45 : les femmes en noir vous parlent ; 16 heures : témoignage de Ouzi Deckel, journaliste, sur la situation au Moyen Orient ; 16 h 45 : collation ; 17 heures : Leila Chahid ambassadrice, déléguée nationale de la Palestine nous informera de la situation des femmes en Palestine. 24-26, rue de l'Église.

Nantes

Dans le cadre d'une campagne contre la politique sécuritaire, débat avec Jacques Lesage de la Haye, à 18 heures sur la question « Quelle alternative à la prison et à la politique sécuritaire ». Débat organisé par le Gaspro, Scalp, Lune et la FA.

Paris 11^e

À 16 h 30 à Publico, projection-débat de « À Tivaouane, des alternatives sociales et éducatives au Sénégal » aux éditions Bonaventure et du Monde libertaire. Documentaire de 46 minutes.



Radio libertaire

Judi 28 mars

Si vis pacem: de 18 heures à 19 h 30, « L'écriture antimilitariste, creuset d'une expression désarmante ».

Mardi 2 avril

Pas de quartier: de 18 heures à 19 h 30, « Colombes, une ville sous surveillance » avec des habitants.

Samedi 6 avril

Chroniques rebelles: de 13 h 30 à 15 h 30, l'émission recevra comme invité Jean-Pierre Garnier sur le thème « de la politique de la ville à la police de la ville. »

Dimanche 21 avril

Des mots, une voix reçoit Gérard Mordillat de 15 h 30 à 17 heures pour, en particulier, son livre *Rue des Rigoles* sorti en 2002 chez Calmann-Lévy.

Samedi 4 mai

Chroniques rebelles: à 13 h 30 Jean-Pierre Levaray présente son livre *Putain d'usine*.

Forum Léo-Ferré

11, rue Barbès à Ivry-sur-Seine

Spectacle à 20 h 30. Ouverture des portes à 19 heures. Bar et petite restauration froide. Entrée 12,50 €; carte d'auditeur 10,50 €.

Du mardi 2 au samedi 6 avril: Christian Paccoud

Du jeudi 18 au samedi 20 avril: Marc Ogeret

ITINÉRAIRE GASTON COUTÉ

Judi 28 mars

Paris 18^e

À 21 heures, au café-théâtre Les lectures gourmandes, 28-30, rue de la goutte d'or (01 42 55 27 12): « Le blues de Couté » par Thierry Gill accompagné à la guitare par Frantz Magloire.

Samedi 30 mars

Cluis (36)

À « l'Atrium », 17, rue Saint-Michel (02 54 31 25 74), Vania Adriensens accueille ses amis en Berry.

Dimanche 31 mars

Argenton-sur-Creuse et Gargilesse-Dampierre (36)

Ballade. Départ organisé à partir de la gare d'Austerlitz à Paris ou des Aubrais. Déjeuner, puis spectacle improvisé à 15 heures. Pour plus d'informations: 01 40 19 04 74.

Samedi 6 avril

Paris 13^e

À « l'Oncle Benz », 1, rue Campo Formio (01 45 84 09 90): « Sur les pas du gas qu'a mal tourné ». Textes et chansons avec Vania Adriensens, Nathalie Solence, Jules Bourdeaux et Claude Gaisne (guitare).

Samedi 25 mai à Montreuil, forum libertaire de l'est parisien

À partir de 14 heures à la Maison de l'arbre chez Armand Gatti, à l'initiative de la CNT, Alternative libertaire, Fédération anarchiste. Au programme: débat (critiques des formes modernes du capitalisme et de l'État, mondialisation et internationalisme, résistances sociales et récupération politique), atelier, espace enfants, spectacles, concert avec la participation des Chanteurs livreurs.

Éditorial

Deux millions de manifestants dans les rues de Rome pour protester contre les lois sociales de Berlusconi ne suffisent pas pour que celui-ci remette en cause sa politique sociale, pas plus que le rejet de sa délégation officielle au salon du livre à Paris par des protestataires ne lui fait d'effet. De même les protestations internationales et à l'intérieur même d'Israël jusqu'au cœur de sa propre armée, ne feront pas changer la détermination de Sharon d'imposer sa « pacification » des territoires palestiniens et leur colonisation par des fanatiques religieux. Seuls les États-Unis, parce qu'ils ont un poids important dans l'économie du pays, l'ont persuadé de réduire l'intensité des violentes exactions qu'il fait subir aux habitants de ces territoires et à entamer des pourparlers avec les représentants du peuple qu'il massacre. Bush lui, ne cherche qu'à rallier les pays arabes à sa croisade contre le « terrorisme » à laquelle se résume sa politique étrangère, prétexte pour imposer sa volonté à toute la planète.

La mascarade du sommet de Monterey où les grands pilliers de nos richesses communes se sont réunis – derrière un mur blanc de la honte leur

cachant la misère – pour faire mine de s'intéresser au développement des pays que leur politique rejette dans les fossés de la mondialisation, n'a débouché sur rien de concret. Les idéaux, aujourd'hui, ne sont plus vus que comme des rêves irréalistes et non plus comme des buts à atteindre. La manipulation des opinions atteint un degré de technicité tel que ceux qui ont en main les moyens techniques de propagande peuvent se permettre d'importer quoi et ont tout pouvoir sur ceux qu'ils dirigent. Le libéralisme global, qui semble s'imposer sur notre planète, ne tient pas compte des opinions et des intérêts des populations; seuls comptent les intérêts financiers de ceux qui savent conquérir le pouvoir et s'y maintenir à tout prix.

Mais dans ce monde manichéen, où tout espoir semble être écrasé par le rouleau compresseur de la globalisation, quelques fissures commencent à apparaître; tel qu'en Argentine où l'effondrement de l'économie a entraîné les habitants à remettre en cause le système et à s'auto-organiser. Plus que jamais nous devons intensifier nos luttes afin de saper les bases de ce système inhumain qui s'impose à nous.

Directeur de publication : Jacques Toubert
Commission paritaire n° 0906 1 80740 – Imprimerie : Hebdo 1 (Bernay)
Dépôt légal 44 145 – 1^{er} trimestre 1977 – Routage 205 – Hebdo 1
Diffusion NMPP

BULLETIN D'ABONNEMENT

le monde
libertaire

Rédaction – Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Tél. : 01 48 05 34 08 – Fax : 01 49 29 98 59

Tarif (hors série inclus)	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé France	Étranger
3 mois 13 n ^o	□ 20 €	□ 32 €	□ 27 €
6 mois 25 n ^o	□ 38 €	□ 61 €	□ 46 €
1 an 45 n ^o	□ 61 €	□ 99 €	□ 77 €

Abonnement de soutien : 76 €

Abonnement étranger : les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe bancaire exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement postal international sur notre compte chèques postal (CCP).

Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement)

(En lettres capitales)

NOM Prénom

Adresse

Code postal Ville

Pays

Chèque postal Chèque bancaire

Virement postal (compte CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico (à joindre au bulletin)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage

Barcelone :

contre leurs trahisons,

notre boycott

Suite de la une marchés de l'énergie va conduire à offrir une nouvelle niche de bénéfices pour des multinationales. Que les salariés en feront les frais au nom de la course à la compétitivité ; que les consommateurs pourront peut-être voir leurs factures baisser à terme mais au détriment des employés, de la sécurité, de l'environnement, du service public. Sur les retraites, l'orientation générale va vers une diminution de la pré-retraite pour éloigner de quelques années l'âge de la fin d'activités salariées. Sur la question de la lutte contre le chômage, « les régimes fiscaux et de prestations sociales doivent s'adapter de manière à rendre le travail payant et à encourager les chômeurs à rechercher un emploi ». Sales temps en perspective pour les allocations chômagees...

Bref, le néo-libéralisme continue son bonhomme de chemin avec le concours des classes politiques européennes, de droite et de gauche. D'ailleurs, personne n'a été inamical avec les représentants néo-fascistes de l'Italie. Et, à la conférence de presse du samedi, les deux candidats à la présidentielle dans l'Hexagone s'entendaient comme deux larrons en foire.

Parce qu'il y aura de nouveaux sommets donc de nouvelles mobilisations internationales¹, il faut inscrire notre stratégie immédiate dans la continuité de ce qui se déroule sous nos yeux. Les principaux reproches faits par les manifestants aux élites du monde, c'est de décider sans nous de notre avenir. C'est de représenter des intérêts opposés à ceux des populations. C'est de ne pas vouloir nous entendre dire notre désaccord sur le monde tel qu'il est et tel qu'ils nous le peaufinent. Autant de voix qui s'élèvent pour contester ces sommets, et les décisions qui s'y prennent, donc la légitimité des gens qui nous y représentent. En France, des échéances électorales approchent. Démontrons que contester le droit des gouvernants à nous représenter à Barcelone tout en votant pour les élire, a quelque chose de contradictoire. La bataille contre les sommets antisociaux trouvent son naturel prolongement dans la remise en cause des processus électoraux qui légitiment ceux qui nous trahissent. Marcher à Barcelone et s'abstenir aux élections sont deux démarches complémentaires. À Barcelone comme ailleurs, plus d'élus, des luttes !

Daniel
groupe Gard, Vaucluse

1. J. Chirac a pourtant déclaré le 15 mars « que le droit de se déplacer ou de communiquer étaient des droits fondamentaux ». Son nez a dû s'allonger...

2. Prochaine date : Séville, le 20 juin avec un sommet européen social.

À Barcelone contre la mondialisation

J'ai eu l'occasion de débattre avec René du syndicat Intercro CNT des Pyrénées Orientales, ainsi que Jose Maria Olaiola (ex-secrétaire confédéral de la CGT espagnole), et c'est donc à partir de leurs témoignages que j'ai pu rédiger ce compte-rendu des dernières manifestations anti-mondialisation.

Un rappel

Une première manifestation convoquée le jeudi 14 mars par la CES (Confédération des syndicats européens) avait rassemblé environ 80 000 personnes. À peu près la moitié des manifestants était arrivée par bus entiers de divers pays de la CEE et notamment de France...

La manifestation du samedi 16 mars a rassemblé environ 400 000 personnes (500 000 selon les organisateurs et 300 000 selon la police). Manifestation plus radicale et nettement dirigée contre l'Europe du capital et de la guerre, comme le signifiait nettement la banderole de tête de manif.

À cette manifestation peu d'étrangers ont pu s'y rendre tant le flicage des frontières (extérieures et intérieures) a été efficace. En effet, quelques jours avant les manifestations, des anarchistes polonais avaient déjà été refoulés.



À Perpignan

Pour ce qui concerne la manifestation du samedi un certain nombre de bus ont été bloqués au Perthus. Certains manifestants ont bien tenté de passer par Prats de Mollo mais là encore sans succès. Une manifestation a même rassemblé un millier de personnes dans les rues de Perpignan. Des militants, d'ATTAC, de SUD, de la LCR et des libertaires, un temps rejoints par les militant(e)s de la CNT-Education (en congrès à Perpignan) et d'autres libertaires perpignanais ont ainsi marqué leur désaccord avec l'attitude des autorités préfectorales qui ont porté une atteinte grave à la liberté de circulation.

À Barcelone

Ce qui a frappé l'ensemble des militant(e)s présent(e)s, c'est l'importance de la manifestation. Peu de monde s'attendait à pareille affluence. Les plus optimistes parmi les organisateurs attendaient environ 50 000 personnes. C'est donc huit fois plus ! Il faut noter que de nombreux bus ont été bloqués aux entrées de la capitale catalane. Ainsi, à Martorell, des manifestants ont été empêchés de rejoindre Barcelone et ont subi de sévères contrôles d'identité, de cartes bancaires et ont même été photographiés. On peut déjà tirer un premier enseignement de ce samedi 16 mars de contestation : nombreux étaient les participants de la région catalane venus pour afficher leur désapprobation



totale avec les politiques libérales mises en œuvre au niveau européen ainsi qu'au niveau mondial, sans qu'ils aient pour autant répondu à un réflexe organisationnel précis...

Trois blocs distincts

Un premier groupe se composait des organisations anti-mondialisation s'investissant dans le champ du radicalisme et du pacifisme. Parmi ces manifestants se trouvaient une dizaine de milliers de libertaires derrière la banderole de la CGT espagnole. Un certain nombre de syndicats CNT (défédérés) s'étaient joints au cortège. Un second groupe était composé d'organisations préoccupées par des problématiques nationalistes et/ou régionaliste : catalanistes, Gallegos, Basques, etc. Un troisième groupe de tendance social-démocrate, formé de manifestants du forum social n'a même pas pris part au défilé tant l'attente à été longue.

Deux heures après le début de la manifestation, les libertaires, pourtant placés dans le premier bloc, se trouvaient encore place de Catalogne... alors que la tête du cortège atteignait le port...

À la fin de la manifestation des groupes de jeunes, masqués, s'en sont pris à quelques symboles du capitalisme. La « Caixa », une banque du cru, a ainsi été attaquée. La répression policière ne s'est pas fait attendre. Les flics ont tapé sur tout ce qui bougeait ! Les libertaires se sont regroupés et ont regagné, par les ramblas, le local du syndicat, via Layetana.

Les débordements de la fin de manif n'ont pas rencontré de véritable dissentiment auprès de la grande masse des manifestants tant le déploiement de l'État policier espagnol était pesant : armée, police, hélicoptères, navires de guerre, etc. Tard dans la soirée les hélicoptères survolaient la capitale catalane afin de traquer les derniers « récalcitrants ».

La presse

Les médias avaient largement informé sur le formidable déploiement des forces de « répression ». Peut-être était-ce dans le but de dissuader les éventuels manifestants de se déplacer à la manifestation du samedi. L'effet a semble-t-il été inverse. La foule est venue grossir démesurément le cortège des militants et des organisations anti-mondialisation. Le journal *El Periodico* du dimanche 17 mars a titré : « Match nul au congrès et... victoire dans la rue » avec force photos alors que les autres grands médias espagnols n'ont pas daigné relater le déroulement de la manifestation

de la veille. Ils l'avaient pourtant fait au lendemain de la manifestation du jeudi 14, celle de la CES. Il est vrai que dans le second cas il s'agissait d'une manifestation radicale d'une très grande ampleur, formée de dizaines de milliers de Catalans qui s'en prenaient à la dérive libérale, capitaliste et guerrière de la société européenne et mondiale, et tout cela sans que les habituels incidents ne viennent perturber et encore moins criminaliser ce rejet annoncé.

Anecdote

Quelques jours avant les manifestations, quelques actions avaient été prévues et dirigées contre des symboles représentant la société libérale et inégalitaire. Ainsi à l'Université, Bernard Cassen, représentant d'ATTAC, a-t-il essuyé la vindicte de très nombreux jeunes. Ces derniers lui reprochaient tout le « bla-bla » dont il est coutumier, les propositions faciles, et le ton très « publicitaire » de ses discours, ton très proche de celui de « Coca Cola »... Il était même prévu l'entartage de Cassen, mais ce dernier n'a trouvé son salut qu'en s'enfuyant par une porte dérobée.



Conclusion

Quelques regrets parmi les libertaires... Tout d'abord le manque d'organisation du bloc « Noir et rouge » et, par ailleurs, l'absence d'un appel libertaire qui aurait pu être diffusé à très grande échelle. Il est vrai que les libertaires, au même titre que les autres opposants à la mondialisation, n'avaient pas prévu une manifestation d'une telle ampleur. Au rang des satisfactions, il y a le retour de très nombreux compagnons libertaires qui avaient, un temps, cessé toute militance. Ce dernier point et l'afflux de nombreux manifestants non encartés laissent présager de futures mobilisations radicales contre la politique néfaste du capitalisme et de l'étatisme et notamment en juin 2002 à Séville. Déjà, le numéro un de *Red libertaria*, journal d'Apoyo Mutuo, lance un appel dans ce sens : « Llamamiento libertario para Sevilla ». À tous les libertaires d'ici et d'ailleurs d'y répondre...

Edward
Perpignan



Ni remords ni regrets, ni martyr ni victime !

LES FAITS : lundi 18 mars : sept gendarmes, dont trois officiers, ont comparu devant la chambre du conseil de Bruxelles pour le meurtre de Semira Adamu (le 22 septembre 1998, elle fut étouffée, à l'aide d'un coussin, lors de son expulsion). Ils sont prévenus officiellement d'homicide involontaire.

Mardi 19 mars : dix-huit personnes comparaissent devant la chambre du conseil pour leur participation aux actions du Collectif contre les expulsions (CCLE). Elles sont prévenues de vingt-deux chefs d'accusation (entrave méchante à la circulation, rébellion, coups et blessures, manifestation en zone neutre, incendie volontaire, aide à l'évasion, etc.). Après un an d'attente et de nombreuses demandes, le dossier, principalement en néerlandais, n'a toujours pas été traduit dans son intégralité. La chambre du conseil a donc reporté l'affaire au 28 mai.

Pour le reste, les avocats ont demandé au procureur d'argumenter juridiquement la prévention d'« aide à l'évasion de détenus ». Ils ont enfin rappelé au juge l'absence d'indices sérieux dans cette affaire pour réclamer le non-lieu. Réponse le 28 mai. Le vacarme organisé ce lundi 18 mars a rassemblé environ deux cents personnes. Comme attendu, le parquet a demandé le non-lieu pour les officiers de gendarmerie et le renvoi des lampistes devant le tribunal correctionnel. L'action s'est bien déroulée malgré l'intervention musclée des gendarmes. Visiblement, la vue d'un coussin les rend plutôt nerveux. Un

militant « connu de leurs services » a été arrêté et roué de coups alors qu'il était au sol, les mains attachées dans le dos.

Des éléments d'analyse

Ces procès répressifs ont pour finalité de faire payer et de faire taire. Face à l'organisation caractéristique d'un procès politique, la réponse politique est-elle la proposition d'un procès de rupture ? Le CCLE refuse l'État, refuse de reconnaître le système en tant que tel. Le CCLE n'a pas à se justifier : il ne s'adresse pas à l'État et au pouvoir mais plutôt à ceux qui peuvent se solidariser parce que déjà acquis à ses idées ou prêts à écouter ce qu'il y a à dire. Le danger d'un procès de rupture est d'aller à la confrontation avec un système prévu pour réprimer. De fait, le CCLE rencontre systématiquement l'arsenal policier et sa violence. Dans quelles conditions le procès va-t-il alors se dérouler ? C'est leur territoire, c'est chez eux : il n'est pas question de venir et s'exprimer car alors chaque occasion est bonne pour taper.

On peut même imaginer qu'ils sont en train d'ouvrir des poursuites judiciaires pour avoir été passé à tabac. Les inculpé(e)s risquent de zéro à cinq ans de prison. Or les avocats prédisent trois ans ferme si les tentatives de s'exprimer continuent.

E. et P.
Bruxelles

Sharon suspend des réservistes pendant que la révolte gronde dans les rangs

LES FORCES ARMÉES D'ISRAËL au 6 février 2002 ont décidé de suspendre un grand nombre de soldats de réserve de leur poste dans un effort d'apaisement pour la plus grande révolte interne dans ses rangs depuis le début du soulèvement des Palestiniens.

Les réservistes, qui incluent des officiers de combat, ont signé une pétition expliquant qu'ils refuseront de servir dans la zone ouest occupée et dans la bande de Gaza parce que l'Israël est « dominant, expulsant, privant et humiliant » envers la population palestinienne.

La pétition a eu 173 noms. Elle a augmenté de 100 en moins d'une semaine, ajoutant l'élan à une discussion nationale acrimonieuse. C'est le premier grand désaccord dans l'opinion publique israélienne par rapport à la conduite d'Israël dans le conflit depuis qu'Ariel Sharon a été élu Premier ministre dans sa victoire électorale il y a 11 mois.

L'armée a réagi avec ennui et malaise parce qu'elle a fait une utilisation large des réservistes pour patrouiller et garder les colonies juives dans les territoires occupés.

Les opposants insistent sur le fait que leurs objections sont appuyées sur des prin-

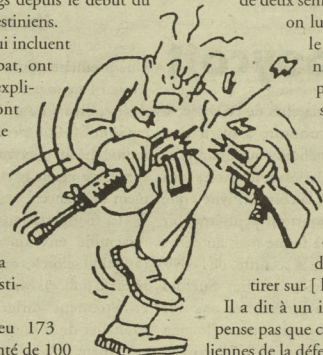
cipes et insistent sur le fait qu'ils sont disposés à défendre Israël dans ses frontières pré-1967.

L'un d'eux, le lieutenant Ishaï Sagi, a décrit comment, pendant un travail assigné de deux semaines à la zone ouest, on lui a ordonné d'ouvrir le feu sur les Palestiniens qui ont pris des pierres pour les jeter sur les troupes. « Il n'y avait aucun détail précis si la personne était un enfant, une femme ou un vieil homme », a-t-il dit, « et il n'y avait aucun détail sur [la personne]. »

Il a dit à un interviewer : « Je ne pense pas que ce que les forces israéliennes de la défense font dans les territoires contribue de quelque façon à défendre Israël lui-même... »

« Tout ce que nous faisons là-bas - toutes les horreurs, toutes les démolitions des maisons et des arbres, tous les barrages de route, tout - a juste pour vocation, la colonisation, qui je crois est là illégalement. Ainsi je crois que les ordres que j'ai reçus étaient illégaux et je ne les exécuterai plus. »

Phil Reeves
Source: A-infos



Les lauriers de César

QUAND C'EST FINI ÇA RECOMMENCE. L'Italie avait cru s'être débarrassée du terrorisme, et voilà que l'Avant-Garde-Eclairée-en-route-vers-l'émancipation-malgré-les-Travailleurs vient de ressortir les flingues. Ce ne sont plus les cadres des usines FIAT de Turin qui sont désormais visés, mais l'appareil de l'État lui-même. Un sous-ministre du travail, mentor de l'idéologie libérale tendance strass et paillettes qui en a fait les frais. Deux balles dans la nuque. Curieuse méthode que celle qui consiste à vouloir construire un monde meilleur et qui commence par abattre ses adversaires. Ne doutons de rien, nous avons tout à redouter du monde meilleur en question. Savant mélange d'autoritarisme, de marxisme mal digéré, cette manière d'idéologie autonome n'a bien heureusement aucune chance de vaincre. Alors pourquoi cette tentative criminelle dont le résultat serait le retour aux années de plomb et à la criminalisation du mouvement social ?

Cette action d'éclat on ne peut plus courageuse (deux balles dans la nuque rappellent-les) arrive à point nommé. Le pouvoir de Berlusconi se met tranquillement en place. Un pouvoir au délicieux fumet fasciste. Ne parlons pas de la sauvagerie policière de l'été dernier à Gênes, mais tranquillement s'élaborent des lois nouvelles, en particulier celles visant à une facilité accrue à licencier pour les entreprises.

C'est à ces petits signes, à cette lente détermination que va devoir s'affronter la classe ouvrière italienne. Un spectre hante le monde, comme il disait, mais c'est bien celui du terrorisme dorénavant. Combien de temps faudra-t-il pour que ces crétiens comprennent qu'ils ne représentent qu'eux-mêmes, c'est-à-dire pas grand chose et que surtout ils servent le pouvoir en place. Le prétexte est en or massif. Dans les heures qui ont suivi l'attentat, le gouvernement a d'ailleurs demandé aux syndicats de surseoir à la grande manifestation, organisée précisément pour protester contre les nouvelles lois sociales. Profonde réussite puisque les Italiens se sont déplacés par centaines de milliers samedi dernier. Camouflet pour les leaders autoproclamés mais aussi pour la mafia de Berlusconi. Récemment au Salon du Livre de Paris, des militants sont venus protester bruyamment contre la politique culturelle du régime. La culture de la violence incarnée par les Brigades Rouges a là encore montré sa vacuité et son arrogance crasse. Il est assez symptomatique que les intellectuels italiens commencent à ruer dans les brancards, mais il est peut-être un peu tard.



Ainsi donc, ce nouvel épisode ressemble plus à une véritable provocation qu'à une action d'éclat. Quoi de plus facile désormais que de désigner un ennemi mortel et de vouloir l'étouffer. L'État italien a montré par le passé son incroyable efficacité à réprimer des mouvements sociaux en organisant, par des milices noires interposées, des attentats dans des lieux publics. On se rappelle en particulier celui de la gare de Bologne, celui-ci, commis par une bande de nazillons manipulés avait été à la hâte « attribué » aux anarchistes. La répression qui s'en suivit fut exemplaire. C'est à ce genre de choses qu'on peut s'attendre. Abattre un sous-ministre ne

même strictement à rien, sinon à la mise en place d'un appareil répressif sans états d'âme. C'est à coup sûr ce à quoi le nouveau César va s'employer. Les méthodes employées à Gênes ne sont que la face spectaculaire de ce qu'un État est prêt à faire pour survivre : employons-nous pour qu'il perde. Les actions menées par les allumés des Brigades Rouges (rien que le nom m'amuse), ne font que renforcer l'État. À qui donc le crime profiterait-il donc le plus ?

Mais comment une nation qui a enfanté Dario Fo et Fellini a-t-elle pu mériter des cons pareils ?

Jipé

CE qui suit est une brève introduction à un livre paru en 2000 aux éditions Alikornio de Barcelone: *Afrique rebelle. Communalisme et anarchisme au Nigéria*. Les auteurs sont les anarchistes nigériens Sam Mbah et I. Igarwey.

Le communalisme traditionnel des peuples africains peut-il représenter un élément à partir duquel on peut chercher une sortie à la crise profonde que subit l'Afrique sur le plan économique, social, politique? Ce livre est une recherche en ce sens, et en même temps expose les raisons des échecs des différents programmes de socialisme africain qui sont apparus dans divers pays (Tanzanie, Sénégal, Guinée, etc.) avec le processus d'indépendance. Loin de résoudre les problèmes de la période coloniale, les modèles et idéologies du socialisme étatique prolongèrent les différences sociales, accentuèrent la polarisation de la richesse et favo-

Afrique libertaire

risèrent la concentration du pouvoir dans les nouvelles élites surgies de la décolonisation.

D'autre part, la domination coloniale et post-coloniale étendit le préjugé eurocentrique selon lequel l'Afrique est une terre de peuples sans histoire. Sans doute, comme le suggère le texte, l'impact de la colonisation européenne n'a pas complètement fait disparaître les formes traditionnelles d'organisations sociales communautaires autochtones, comme l'attestent les nombreux exemples recueillis qui servent en plus à une description générale de l'évolution récente du continent africain et de ses conflits.

À partir de l'actuelle décomposition des États nés avec la décolonisation, et qui est marquée par l'opposition historique entre communauté et État, les auteurs plaident pour la jonction du communalisme traditionnel africain avec la tradition historique des mouvements sociaux d'émancipation d'inspiration anarchiste, comme futur possible pour l'Afrique.

Sam Mbah et I. Igarwey sont militants de la Awareness League, une organisation qui se définit elle-même comme un mouvement social inspiré par l'anarchosyndicalisme. Née à l'intérieur du Nigéria, l'AL a

des représentations dans plusieurs villes du pays. Ceux qui l'ont impulsé viennent de diverses organisations à caractère marxiste-léniniste qui, depuis l'effondrement de l'Union soviétique et de ses satellites, initièrent un processus de débat et de critique du modèle socialiste d'État pour découvrir la tradition anarchiste internationale. Actuellement, l'AL est membre de l'AIT (Association internationale des travailleurs), continuatrice des postulats de la 1^{re} Internationale. Elle développe ses activités aussi bien sur les lieux de travail que sur divers espaces sociaux et culturels, et se montre partie prenante dans l'établissement de communautés autonomes et autogestionnaires, inspirés par le système des villages d'Afrique.

Source: *Tierra y libertad*, FAI
numéro d'octobre 2001

Hommage à Wilstar Choongo anarchiste zambien



NOTE: présenter la nécrologie d'un camarade plus de deux ans après son décès peut surprendre et nécessite sans doute une explication. Sur la liste de discussion électronique Organize, qui rassemble quelques centaines d'anarchistes organisationnels de par le monde, arriva un jour Wilstar Choongo, assistant-bibliothécaire zambien, et anarchiste autodidacte, ayant accès à Usenet du fait

de sa profession. Wilstar fut plusieurs mois un passionnant interlocuteur de la liste, puis n'y écrivit plus, et ne répondit plus au courrier. Il n'était pas difficile d'imaginer mille raisons à cela, mais à peu près impossible d'en savoir davantage: la précarité du militantisme, notamment anarchiste, dans un pays sans aucune tradition de ce point de vue, l'explique aisément. Nos camarades d'Afrique du Sud

viennent d'apprendre qu'en fait, Wilstar était mort.

Cet article nous rappelle que l'idée anarchiste se décline sous toutes les latitudes. Wilstar en verra pas l'éclosion du mouvement libertaire africain qu'il appelait de ses vœux. D'autres que lui y travaillent désormais. Qu'ils se souviennent de cet assistant-bibliothécaire qui créa le premier mouvement anarchiste connu d'Afrique centrale.

1997, il fut le pilier du soutien à un groupe d'étudiants qui avait été viré de l'UNZA pour avoir osé appeler à une réunion « hors partis ».

J'ai rencontré Wilstar pour la première fois quand il m'a invité en Zambie en août 1998, en tant que délégué de la WSF, pour donner une conférence publique sur l'ennemi commun des travailleurs zambiens et sud-africains. C'était un homme amical, flegmatique et toujours prêt à sourire. Je ne suis pas près d'oublier nos ferventes discussions sur les stratégies anarchistes, assis sur le lit de son appartement minuscule en mangeant des oeufs, du pain et des oranges. Peu après ma visite, lui et la plupart des jeunes de l'association

contacts réguliers, ainsi qu'un soutien matériel et idéologique. Au début de 1999, la WSF proposa à l'AWSM de devenir une section de la WSF, les sections sud-africaine et zambienne se fédérant horizontalement. Mais il advint que la WSF s'est dissoute en septembre 1999 pour cause d'inefficacité dans ses méthodes organisationnelles, et a été remplacé par les Bikisha Media Collective, Zabalaza Books et Anarchist Union, bien plus productives. Notre dernier contact avec Wilstar remonte au 15 juillet 1999. Et nous n'avons pas été mis au courant de sa mort peu après, à l'âge de 35 ans, des suites de la malaria compliquée d'une méningite.

Stoïque jusqu'à la fin, il n'avait même pas mentionné sa maladie à ses camarades. Il a laissé une femme et trois jeunes enfants. Cette nécrologie arrive si tard du fait des problèmes critiques de communication entre travailleurs en Afrique. L'AWSM ne semble pas avoir survécu à Wilstar. Mais même si sa mort a interrompu ses efforts pour construire un mouvement anarchiste en Afrique centrale, l'exemple donné par Wilstar d'un anarchisme mis en pratique et en action directe reste connu comme une grande contribution à l'éthique de la gauche émergente dans cette région. Un militant du Socialist Caucus le décrit ainsi: « Il n'était pas du genre à suivre son propre intérêt. Sa mort est une perte extrêmement lourde pour l'ensemble de notre fragile gauche, et l'UNZA en est encore bouleversée. » Comme nous disons en Afrique du Sud quand meurt un militant: « Hamba kahle (bonne route), camarade Wilstar! »

Michael Schmidt

(Bikisha Media Collective
Afrique du Sud)

Trad: Relations internationales

LE MOUVEMENT anarchiste international déplore le décès de Wilstar Choongo, fondateur de l'Anarchist and Workers' Solidarity Movement (AWSM) de Zambie. Anarchiste autodidacte, Wilstar s'est signalé pour la première fois à l'attention du mouvement en 1996, par son combat solitaire pour l'augmentation des salaires des employés de l'université de Zambie (UNZA), où il travaillait en tant que bibliothécaire – et où il a constitué une formidable collection d'ouvrages anarchistes à l'intention des étudiants.

Ancienne colonie britannique, la Zambie a acquis son indépendance sans lutte notable en 1964. Les trente ans de régime socialiste africain de Kenneth Kaunda se sont révélés désastreux. L'économie est restée essentiellement minière, l'agriculture a périclité tandis que les fermiers se précipitaient dans les villes en raison des subventions urbaines pour la



nourriture. Puis, l'effondrement des cours du cuivre au milieu des années 1970 a ruiné tous les espoirs de développement. Quand Kaunda a été battu, à l'occasion des premières élections démocratiques de 1991, par l'ancien secrétaire général du Congrès syndical zambien Frédéric Chiluba, le cadre était dressé pour le démantèlement néo-libéral d'un pays déjà drastiquement affaibli.

Alors que Chiluba s'était hissé au pouvoir sur le dos d'une classe ouvrière pro-démocratique, son Mouvement pour une démocratie multipartite révéla bientôt sa vraie nature. Tout groupe organisé de citoyens doit être enregistré annuellement par la police, et exécutions comme tortures ont repris après sept ans de sursis. Quoique la Zambie ait été sous Kaunda le refuge de nombreux combattants des luttes africaines de libération nationale et de groupes de guérilla (parmi lesquels l'ANC/MK), le fait de n'avoir jamais eu à se battre pour sa propre indépendance eut comme conséquence l'absence de toute tradition de contestation populaire, et une gauche minuscule représentée par le Socialist Caucus, un groupe de discussion marxiste-léniniste à l'UNZA.

Les habitants des bidonvilles mangent littéralement la terre pour

les minéraux qu'elle contient. Pendant les quinze jours que j'ai passés là-bas, cinq employés de l'UNZA ont été enterrés après être morts de malnutrition, ceci, alors que les gros et gras employés des ONG néo-libérales dirigeant l'ajustement structurel de la Zambie s'exhibaient en Land Cruisers Toyota avec des plats high-tech. C'est contre cette situation que Wilstar a défié à lui seul l'administration universitaire tout entière dans le but d'obtenir une augmentation salariale pour le personnel. Wilstar fut traîné en procès, mais cela ne lui fit pas courber la tête, et il gagna l'augmentation, ce qui encouragea des travailleurs faméliques à se battre pour obtenir davantage. C'est cette lutte qui l'amena sur la liste anarchiste de discussion électronique Organize où il établit des liens avec notre Worker's Solidarity Federation (WSF) d'Afrique du Sud.

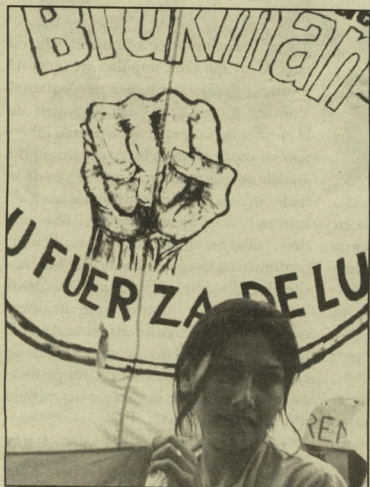
Wilstar est né à Kalomo, une ville de la province méridionale, dans une famille de petits paysans. Il arriva à l'UNZA en tant que bibliothécaire. Il a écrit en 1995 et 1996, dans le journal d'opposition The Post, des articles critiques sur la nouvelle constitution de Zambie qui était en cours d'élaboration. Il y argumentait en faveur d'une décentralisation du pouvoir. En 1996-



pour l'amitié entre l'UNZA et Cuba du Socialist Caucus, qui s'étaient ralliés à l'anarchisme, créèrent l'AWSM (parfois connue sous le nom d'Anarchist Workers' Group, Zambie), la première organisation anarchiste connue en Afrique du Centre, qui de plus réunissait étudiants, employés et travailleurs.

Wilstar décida que l'AWSM ne devait pas devenir une section de la WSF à cause des grandes distances entre Zambie et Afrique du Sud, mais il espérait maintenir des

Antipatriarcat



À NOTRE demande, Orquidá, une féministe libertaire, nous fait parvenir son témoignage sur le féminisme en Argentine et les événements actuels. Ce n'est là qu'un très rapide aperçu avec quelques développements sur certaines situations directement liées à l'actualité des femmes. Ce sont des situations de domination patriarcale rendues possibles par la pauvreté, l'ignorance, le système juridique, l'Église, la médecine, les pratiques culturelles de la vie quotidienne, les moyens de communication (les top models sont l'exemple le plus évident de la façon dont les médias promeuvent la culture patriarcale). Bien sûr, il s'agit d'un choix personnel, non exhaustif, arbitraire car les sujets d'article ne manquent pas. L'éventuelle omission de faits n'est pas une intention d'occulter quoi que ce soit : je suis simplement en train d'écrire à mesure que je me souviens, sans suivre d'ordre préétabli. J'essaie par contre de suivre un ordre thématique plus ou moins logique et de présenter une certaine variété de circonstances.

Parler de la situation des femmes dans la crise en Argentine est un thème en soi. Parler de la participation féminine en est un autre. L'histoire connue des femmes en Argentine remonte à l'époque des conquêtes. On retrouve aussi des fragments de l'histoire des femmes indiennes qui habitaient ces latitudes. Tout au long de cette histoire, nous rencontrons de nombreuses formes d'oppression des femmes par le système patriarcal. Mais plus important encore sont les moyens par lesquels les femmes résistèrent et se rebellèrent contre ce pouvoir patriarcal, de manière plus créative et risquée qu'on peut l'imaginer, en des moments tellement difficiles et en mettant trop souvent leur vie en jeu. D'un autre côté, il faut le dire pour ne pas idéaliser, beaucoup de nos congénères, s'allièrent – et s'allient aujourd'hui encore – au patriarcat, par crainte, ignorance ou rapprochement idéologique. Dans d'autres cas, ont

été créés des mythes très forts comme par exemple celui de María Eva Duarte Perón qui n'avait rien d'une féministe. Les luttes pour le vote des femmes en Argentine datent de 1900 et ont été menées par des femmes du Parti socialiste puis par des femmes du Parti féministe (tout de suite dissout). María Eva Duarte de Perón fit le tour de l'Europe et y rencontra Franco et Mussolini... qui la reçurent non seulement avec tous les honneurs dus à sa qualité de « première dame », mais également en vertu d'une amitié manifeste du gouvernement Perón pour les puissances de l'Est. Ainsi, quand s'est achevée la Deuxième Guerre mondiale, l'Argentine et tout le « cône Sud » accueillirent les principales figures du nazisme.

Une présence militante séculaire

Pour varier cette longue histoire, je dois également évoquer l'action menée par les anarchoféministes du début du XX^e, les féministes des partis de gauche, les militantes révolutionnaires qui faisaient partie des mouvements guérilleros des années 70 (je ne dis pas les femmes guérilleras parce que ce serait berner injustement leur activisme), le féminisme et le mouvement des femmes (ce n'est pas la même chose) qui a émergé pendant la démocratie.

Il s'agit là, sans doute, d'un processus très long et complexe, avec beaucoup de points de vues possibles et, de fait, il existe de nombreuses bibliographies sur chacun de ces thèmes, par des auteurs femmes et hommes de tendances idéologiques très diverses. De façon à ne m'étendre sur aucun d'eux en particulier, je vais essayer d'être la plus objective et synthétique possible pour donner une vision des

multiples réalités que nous vivons, nous les femmes argentines.

Misère et religion contre les femmes

L'Argentine est un pays très vaste et varié. Les réalités pour les femmes, c'est certain, sont très différentes parce que les formes d'oppression mises en pratique par le système capitaliste et patriarcal varient selon le lieu.

Les provinces du Nord-Ouest argentin (Jujuy, Salta, Catamarca, La Rioja, Tucumán), riches en minerais, fonctionnent avec des économies de subsistance et l'exploitation par le tourisme hivernal de paysages merveilleux (Tucumán dont la flore est exceptionnelle, est appelée le « Jardin de la République »). Elles connaissent une importante migration espagnole, surtout andalouse, et une forte influence de l'Église catholique, un pouvoir politique de type dictatorial, patriarcal et quasi féodal. L'assassinat de María Soledad Morales, 17 ans en 1991, mit au jour le rôle du pouvoir et de la pauvreté à Catamarca et comment s'exerçait le patriarcat sur les femmes là-bas. Dans ces provinces tellement pauvres et qui vivent d'emplois de services publics principalement, lorsque les yeux d'un homme « haut placé » se posent sur une adolescente ou une jeune femme, cela représente l'espoir d'une certaine promotion sociale. Tout le village se taisait – et quelquefois se tait encore – parce que le sort de familles entières dépend de cette « promotion ». Notons qu'ensuite, le village allait à l'église, à la messe et à confesse, se frappait la poitrine lors des processions, mais ces viols, cette ratiocination se perpétuaient comme si de rien n'était. Ce sont des situations sur lesquelles les commentaires sont de trop, la narration des faits étant amplement suffisante, en dépit du fait que cela puisse être difficile à comprendre dans des régions avec de vieux systèmes démocratiques, stables et plus avancés que le nôtre [hélas, non ! ndr].

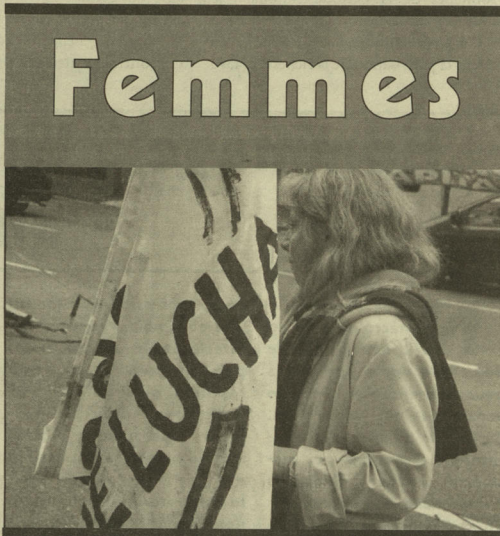
Dans les provinces montagneuses du Nord-Est (Santiago del Estero, Chaco, Formosa, Misiones), des femmes, aujourd'hui encore, vivent dans des ranchs avec toute

leur famille, lavant les vêtements à la main dans une eau non potable, subsistant avec quelques petits pesos par semaine, nourrissant leurs familles, en général nombreuses, avec de la farine, des herbes, du sucre, un peu de viande bovine et quelques autres aliments. Pauvres de toutes les pauvretés, ces régions furent célèbres pour leurs forts indices d'alcoolisme (des indices qui, cette fois, ont baissé un peu avec le temps). Elles sont génératrices d'une importante immigration intérieure vers des villes émergentes (bidonvilles) en dehors des principales villes des provinces plus riches.

pour ne plus en mourir. Un avortement bien fait, par un obstétricien, dans de bonnes conditions, coûte entre 1 000 et 1 500 dollars.

Mainmise de l'Église sur la pratique médicale

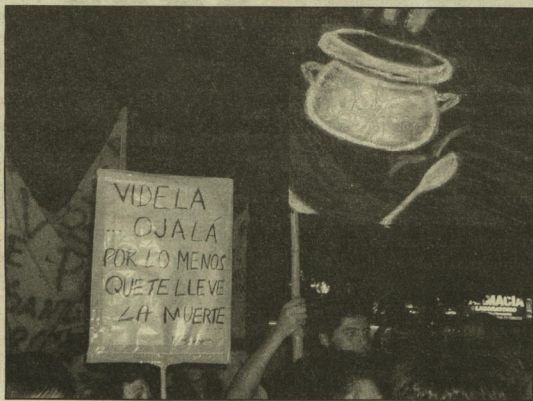
Les cas de grossesses de fœtus encéphaliques provoquent également l'indignation. L'encéphalite est causée par une carence en acide folique lors de la gestation. La mère porte dans son ventre un fœtus qui n'a pas de cerveau ni de boîte crânienne et qui meurt immédiatement à la naissance ou quelques heures après. Il n'est pas



Liberté de disposer de son corps ?

Les femmes subissent trop souvent leurs grossesses parce que, pour des questions culturelles, elles n'utilisent pas de moyens de contraception. Ce sont des femmes célibataires ou en concubinage, avec un niveau scolaire très bas (dans beaucoup de cas, ni elles ni leurs enfants ne terminent le primaire) qui arrivent à l'hôpital juste pour accoucher ou bien pour finir un avortement clandestin. Elles ne savent pas ce qu'est un examen gynécologique, ni une mammographie. Elles ne connaissent pas les bases de l'hygiène féminine et infantile. Dans tout le pays et dans toutes les classes sociales, à cause des avortements clandestins, avec du persil et des aiguilles à tricoter, les femmes meurent comme des petits oiseaux. La plus grande cause de décès des femmes (estimations annuelles), c'est l'avortement mal réalisé qui se termine en hémorragie et en septicémie. L'Église catholique et les milieux médicaux qui lui sont associés se scandalisent des débats pour obtenir des lois de santé relatives à la conception; ce sont les mouvements progressistes appuyés par les féministes et le Mouvement des femmes qui réclament des préservatifs gratuits dans les hôpitaux, des dispensaires de santé étatique et la dépénalisation de l'avortement

viable et il n'existe aucune solution scientifique à ce problème sinon l'ingestion préventive d'acide folique. La justice a tendance à faire traîner les affaires pendant que la grossesse avance puis à refuser l'interruption de la grossesse par les médecins des hôpitaux publics alléguant, au mépris des lois et des risques pour la santé de la mère, que ce sont des avortements. Ce qui est en jeu ici, c'est la santé psychologique et émotionnelle de la mère qui voit se prolonger la grossesse d'un fœtus non viable. Alors que toutes les femmes ne sont pas catholiques, on accorde la priorité à la position catholique valable uniquement pour les catholiques qui l'acceptent. En Argentine et en Uruguay, il existe un mouvement très important appelé « Catholiques pour l'élection libre » qui se positionne contre l'orthodoxie ecclésiastique. L'ignorance de la mère et parfois du corps médical fait qu'elle n'est médicalement suivie que tardivement. On aurait aimé voir les progressistes insister lourdement sur la consultation médicale précoce, que sur les traitements médicamenteux et la diligence de la justice permettant d'intervenir immédiatement ces grossesses pour préserver la santé psychologique des mères.



Antipatriarcat



La violence familiale

La violence familiale est aussi un problème qui concerne les femmes quelle que soit leur classe sociale, positions idéologiques ou géographiques. Elle peut être physique ou psychologique et cause réelle mais occultée de décès.

Les décès de femmes dans leurs maisons, de manières très suspectes, (cela peut arriver à n'importe quel membre d'une famille mais les statistiques montrent que la majeure partie des victimes sont des femmes) se terminent en général par un classement sans suite par la justice. En Argentine, pendant la période démocratique, il y eut de nombreuses femmes de différents âges et professions (également des petites filles) qui sont mortes d'une manière violente chez elles, sur leur lieu de travail ou d'études. Dans de nombreux cas, elles ont subi des violences mortelles; mais dans tous les cas, on a mis en doute l'honorabilité de la victime, même petite fille.

Les cas de harcèlement sexuel, de discrimination pour quelques kilos de trop sont aussi des exemples de la violence quotidienne qui s'exerce sur les femmes, dans notre pays. Durant la présidence de Menem, s'est installée la culture de l'extrême maigreur des femmes, de la jeunesse adolescente permanente, de la réussite rapide, du rêve de devenir mannequin comme forme de promotion sociale (égale réussite et argent rapide); les cas de boulimie et d'anorexie se multiplièrent. Les fabricants de vêtements se mirent à faire des modèles de plus en plus petits qui ne se prêtent pas aux formes des femmes d'ici, organisant ainsi une véritable discrimination pour surcharge pondérale. Des entreprises – comme Telecom – recrutant pour leurs « relations publiques », demandaient aux candidates, en plus des CV et des entrevues habituelles, de se peser parce qu'elles allaient devoir représenter l'entreprise lors des conventions... Elles cherchaient des jeunes femmes attirantes, sympathiques avec un haut niveau culturel et un corps de mannequin.

Les femmes dans les protestations Généralités

Un mouvement de femmes, qui grossit d'années en années, réunit des femmes, d'origines sociales, économiques, culturelles et idéologiques très diverses, en des groupes spécifiques et dans tout le pays. Ces femmes travaillent dans différents domaines : violence familiale, femmes au foyer, santé féminine, droits civils et politiques, réseaux

virtuels, moyens de communication, enquêtes... Avec toutes leurs différences idéologiques et méthodologiques, elles déploient un travail très important sans lequel aucun changement n'aurait été possible dans la législation, à l'échelle nationale, provinciale ou municipales. À différents niveaux, rien non plus n'aurait changé dans le quotidien et la conscience même des femmes.

Les « cacerolazos » ou concerts de casseroles

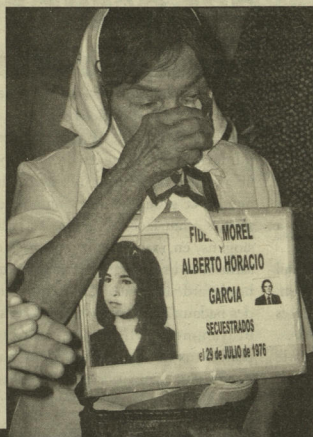
Le mouvement féministe est divisé car il y a encore beaucoup de femmes ayant des attitudes et pratiques féministes qui ont peur du vocabulaire « féministe ». En nombre, il est inférieur au Mouvement des femmes; de plus une tendance à l'intellectualisation le mène parfois à des pratiques simplement théoriques qui ne parviennent pas à s'articuler à la « vraie » réalité du militantisme des groupes de femmes des quartiers défavorisés, à celle des femmes féministes ou qui participent à des groupes ou entités mixtes.

Depuis le rétablissement de la démocratie en 1983, l'Argentine a été traversée par d'innombrables manifestations et protestations.

privatisées (électricité, téléphone, gaz, eau), contre la corruption des hommes politiques, des syndicalistes, des grands chefs d'entreprises, contre le manque total de représentativité de notre système démocratique, l'injustice du pouvoir judiciaire... La liste serait longue.

Les Assemblées populaires sont un exercice de démocratie directe anarchiste bien que la majorité ne le sache pas et que n'importe quel militant d'un parti de gauche le nie. Tous y participent à condition égale; à Rosario, en ce moment, il y a vingt-sept assemblées, certaines de quartiers, d'autres par affinité de leurs membres, les gens débattent dans leurs assemblées locales. Les dimanches, c'est l'interquartiers; arrivent alors des délégués et assistants des assemblées de quartier, certains avec des mandats et d'autres sans, selon la réalité de chaque assemblée, certains avec des propositions, d'autres, en raison de leur récente formation, sans propositions et seulement pour annoncer leur création dans tel

plupart, des mères de famille avec des enfants en bas âge, ou enceintes, ont un travail. Elles et leur famille, qui réclament des logements dignes, sont toutes disposées à payer un loyer raisonnable. Elles ne veulent pas de cadeaux, ces femmes qui, dans l'impossibilité de payer un loyer ou d'acheter une maison, voyant ces locaux achevés et non attribués, décident de les occuper. De plus, je crois que si quelqu'un voulait interdire à une femme d'aller à une assemblée, il risquerait de passer, ensuite, un mauvais quart d'heure.



en Argentine

Innombrables également furent les victimes de « la gâchette facile » et de la répression lors des marches et piquets, et maintenant aussi lors des mises à sac et des « cacerolazos ».

Nombreux, nous nous demandions avec angoisse quels pourraient être les facteurs de déclenchement des protestations. Ce fut le dernier pillage gouvernemental dans les porte-monnaies et sur la qualité de vie du peuple argentin ainsi que l'état de siège qui a duré exactement dix minutes et la destitution de De la Rúa et de Cavallo. En comptant Duhalde, nous avons eu cinq présidents entre fin décembre et janvier.

Contexte

Le phénomène des « cacerolazos » et des assemblées populaires est absolument inédit, sans relation aucune avec les « cacerolazos » qui renversèrent Allende au Chili. Les fins que nous poursuivons sont précisément opposées à celles de la droite chilienne dans les années 70.

Les premières protestations contre le « corralito » [nom donné aux mesures limitant le retrait d'argent en Argentine, ndr] sont immédiatement devenus de véritables revendications tant pour améliorer les conditions de vie dans les quartiers que contre les tarifs excessifs (les plus hauts du monde) pratiqués par les entreprises de service public

quartier et pourquoi. Cette nouvelle forme d'organisation sociale permet que soient présents, aussi bien ceux qui, comme nous, ont une orientation politique que ceux qui commencent juste à participer; ceux issus des classes moyennes et aisées ou de milieux marginaux, aussi bien des adolescent(e)s que des personnes âgées, des commerçant(e)s, des professions libérales, des enseignant(e)s, des femmes au foyer, des étudiant(e)s, des chômeurs et des chômeuses, des pêcheurs, des hommes d'affaires et des employé(e)s, etc.

La participation des femmes

Tous participent également, aucune personne du troisième âge ne ferait taire les jeunes lors des assemblées, ni le contraire. La participation des femmes est systématique et souvent très forte : comme déléguées ou participantes aux assemblées et concerts de casseroles, pour mettre en place des propositions d'actions directes (occupation de locaux vides construits par la Province), dans les commissions de travail (je participe au comité de presse de l'Assemblée populaire Monumento). Il ne viendrait à l'idée de personne de disqualifier une déléguée parce qu'elle est femme. Les femmes qui furent les protagonistes de l'occupation de ces locaux non attribués sont, pour la

Pour l'égalité sociale et économique

Les revendications pourraient se résumer en une meilleure qualité de vie pour tout le peuple (pas seulement pour les classes moyennes), une meilleure répartition des richesses, des formes de construction et d'exercice du pouvoir totalement différentes de celles actuelles. Le peuple est sorti dans la rue et n'est pas disposé à se taire ou à ne rien faire. L'expérience vécue dans la société nous a amenées à réaliser

qu'une autre frustration est de trop, qu'il faut du temps pour que tout le monde prenne conscience; ce qui implique d'aller doucement, qu'il faut nous garder nos angoisses parce que nous avons une expérience militante, construire petit à petit mais sûrement, s'enrichir et ainsi se trouver dans de meilleures conditions pour aller de l'avant vers quelque chose de plus important. Tout doit être basé sur des pratiques de démocratie directe pour que ce qui en ressortira soit représentatif de ce que nous voulons; toutes les nuances de la gauche seront représentées, et sûrement cela ne ressemblera pas du tout aux formulations traditionnelles que nous connaissons. Nous sommes en train d'instaurer une nouvelle culture de la participation qui a des impacts sur la vie quotidienne, sans même que l'on s'en rende compte. Pour les anarchistes que nous sommes et qui avons l'habitude de mouvements sociaux au côté de non-anarchistes, ceci ne nous surprend pas et même mieux, cela nous réjouit. La participation différera selon l'idiosyncrasie de chaque lieu, la culture politique de chaque ville.

Ces derniers temps, il y a des rumeurs, chaque fois plus fortes, d'un coup d'Etat. Effectivement, il y a des conversations entre des groupuscules militaires et le patronat, entre Seineldin et des personnes des « forces vives » des différentes villes, également avec quelques politiques. Les Assemblées populaires ont manifesté leur rejet explicite de ces manœuvres et exigent également des éclaircissements, des jugements et des châtiments pour les responsables de la trentaine de morts dans tout le pays les 19 et 20 décembre 2001.

Bien que les médias et les pouvoirs essayent de nier, occulter ou disqualifier, ce nouveau processus politique avance. La réalité, c'est ce qui est en train de se produire et il n'y aura pas de marche arrière.

Orchidée, Argentine

le 25 février 2002

traduction d'Emmanuelle



LE « nettoyage de printemps » des squats dijonnais en cette fin de trêve d'hiver a commencé ce matin, avec l'expulsion du squat féministe La Courdémone, situé 15, cours du Parc. Refusant l'expulsion, les occupantes sont parvenues à résister pendant près de trois heures, avant d'être finalement évacuées. Voici un petit résumé des événements :

Vers 6 heures, les flics sont arrivés en nombre (sept voitures, trois vans), en affichant leur diversité : brigade canine pour tenir la rue, flics casqués avec matraques, lacrymos et pieds-de-biche pour lancer l'offensive, RG et flics cinéastes à l'affût du moindre mouvement, et un certain nombre de pions supplémentaires pour garantir le « bon déroulement » de l'opération. Accompagnés d'un camion de déménagement, ils ont vite été rejoints par un convoi de parpaings et de ciment. Saluons au passage les sociétés POLI et SDAT pour leur aimable participation (la SDAT étant une entreprise de réinsertion de précaires par le travail, le cynisme est à son comble).

Les flics ont d'abord enfoncé le portail donnant sur le jardin entourant la maison. Ils se sont ensuite frottés aux nombreuses barrières bloquant les différentes issues, parvenant malgré tout à pénétrer dans le lieu, après quinze minutes d'acharnement sur la porte de derrière.

La Courdémone expulsée malgré la résistance des occupantes



Très vite, des soutiens sont arrivés avec banderoles, casseroles, pancartes, pétards et fumigènes, obligeant les flics à improviser un « cordon de sécurité ». Pendant plusieurs heures, ce groupe d'une vingtaine de personnes a fait face à la police en criant des slogans, en interpellant passantes et passants et en brandissant des banderoles sur le boulevard. Rejoint à divers moments par des badaux et des personnes curieuses, il a bruyamment affiché son hostilité à la police, aux huissiers et aux propriétaires. À noter qu'un sympathisant a été arrêté, mais vite relâché.

Dès le début de l'opération policière, les trois occupantes sont montées sur le toit et en ont ensuite condamné l'accès. Désespérés, les flics ont alors tenté de négocier leur descente, pour ensuite pratiquer le chantage (confiscation des clés des véhicules, rendues contre la reddition des occupantes). Pendant ce temps, d'autres se sont employés à vider la maison de son contenu sur le trottoir. Après presque trois heures d'attente, le gros des troupes est ressorti de la maison, cédant la place à un camion de pompiers, piloté par un individu hilare et fortement coopératif. Les occupantes ont alors été pêchées une à

une, puis relâchées, et ont finalement pu récupérer leurs affaires, pendant que le rassemblement de soutien se dispersait... Au final, trois heures et demie de résistance visible, ce qui a dû largement embarrasser une préfecture qui ne souhaitait manifestement pas de déploiement de force massif dans les allées les plus bourgeoises de la région. Quoi qu'il en soit, les squatteuses ne baissent pas les bras, entendent récupérer et ne pas laisser les autres lieux en péril se faire expulser sans réagir. Rappel : la Courdémone a été ouverte en septembre 2000 et s'est attachée depuis lors à développer une vie collective entre femmes ainsi

que diverses activités publiques : bourse aux vêtements gratuite, bibliothèque féministe et alternative, fêtes entre femmes, débats (en non-mixité ou pas), expos, etc.

En cette période de fin de trêve d'hiver, d'autres squats demeurent menacés d'expulsion : la Boudronnée, lieu d'habitation ouvert le 15 mars 2001, et le Pamplemousse, dont l'expulsion, bien qu'illégal, semble imminente, tant la nécessité de mettre un terme aux occupations de lieu abandonnés se fait sentir.

Source malokaliste

Appel à souscription d'urgence au profit des grévistes de la FNAC Champs-Élysées

DEPUIS le 13 février dernier, les salariés de la FNAC Champs-Élysées sont en grève pour obtenir des augmentations de salaires.

Sous le mot d'ordre « À travail égal, salaire égal », ils demandent à être payés au même niveau de rémunération que leurs collègues des autres magasins, soit 120 euros de plus par mois (800 F). Ils et elles demandent également une prime de vacances, une prime de pénibilité et, pour les vendeurs du rayon « musiques du monde », une prime exceptionnelle pour avoir dû effectuer un surtravail du fait de l'absence d'un responsable de rayon pendant plus d'un an.

Car la FNAC, comme de très nombreuses entreprises, cherche par tous les moyens à réduire les coûts salariaux en créant des structures juridiques distinctes permettant ainsi de contourner les acquis, pourtant peu élevés, en vigueur dans les secteurs « historiques » de l'entreprise.

De plus, ce magasin FNAC est ouvert les dimanches et le soir jusqu'à minuit : les salariés, souvent très jeunes, travaillent donc 7 jours sur 7, avec des temps partiels, des CDD, des intérimaires, un turnover important et des salaires dont la moyenne ne dépasse pas 1 000 euros (en comptant les dimanches travaillés).

Face à ce mouvement de révolte légitime, la direction non seulement ne propose rien (sauf un « accroissement de l'enveloppe »

destinée aux augmentations individuelles, au mérite) mais a multiplié les assignations en justice pour obtenir la fin des blocages à l'entrée du magasin et a fini par l'obtenir. Le médiateur nommé par le juge des référés à quant à lui jeté l'éponge face à un dialogue de sourds qui s'est rapidement transformé en épreuve de force.

des « pique-niques » de solidarité ont été organisés devant l'entrée du magasin.

Mercredi 6 mars, à l'initiative d'une coordination intersyndicale des différentes enseignes et commerces des Champs-Élysées (FNAC, Virgin, McDo, Quick, Sephora, Disney), soutenue par la coordination CGT de la restaura-

sur les salaires bloqués depuis 1993 (neuf ans !) s'est traduit par des débrayages massifs et le blocage de trois magasins (Etoile, Montparnasse, Saint-Lazare). Vendredi, la grève continuait et s'étendait à de nouveaux magasins.

Pour les grévistes des Champs-Élysées, cette mobilisation de leurs collègues est un immense soulagement : le rapport de force va peut-être enfin changer complètement en faveur des salariés.

Cependant, pour ceux et celles des Champs-Élysées, la facture commence à s'alourdir sérieusement et, au bout de quatre semaines de grève, la situation devient chaque jour un peu plus critique. Mais les grévistes, encouragés par les mobilisations de solidarité et le « Tous ensemble » qui se profile à la FNAC, sont déterminés à poursuivre leur mouvement jusqu'à la satisfaction totale de leur revendications. Il y a quelques semaines nous vous avons sollicité pour aider les grévistes du McDo Strasbourg-Saint-Denis à tenir face à l'intransigeance de cette multinationale. Les sommes recueillies ont largement contribué à la victoire des salariés qui, au bout de 115 jours (!) de grève-ont réussi à faire plier le roi de la Big Mac Exploitation.

Face à un groupe comme Pinault-Printemps-Redoute (PPR) qui accumule des centaines de millions d'euros par an et qui a donc largement les moyens de résister à une grève de plusieurs semaines dans un des ses magasins, la solidarité financière en faveur des grévistes doit jouer au maximum. Il est impératif que toutes et tous, militants associatifs, politiques et syndicaux ou simples citoyens révoltés contre cette dictature du fric, nous nous mobilisions : en organisant partout des collectes de soutien, en interpellant nos structures pour qu'elles fassent un geste si ce n'est pas encore fait, ou qu'elles poursuivent leur aide financière pour celles qui sont déjà dans le soutien. Chez McDo, ils et elles ont gagné en grande partie grâce à vous. À la FNAC Champs-Élysées, il doit en être de même.

Envoyez et libellez vos chèques à l'union syndicale CGT-Commerce 67, rue de Turbigo, 75003 Paris avec la mention : « solidarité avec les grévistes de la FNAC » au dos du chèque

Collectif de solidarité avec les salariés de la FNAC et de Mc Do en lutte

Source « la lettre des militant(e)s syndicalistes libertaires », mars 2002, numéro 22

a voté!



Les salariés des autres magasins ont été rapidement sensibilisés par les organisations syndicales : des prises de paroles ont été organisées ainsi que des collectes au profit des grévistes. Les dimanches après-midi, jour de grande affluence et donc de chiffre d'affaire très élevé,

tion rapide et le collectif de soutien aux salariés de McDo en lutte, une manifestation de solidarité était organisée et a regroupé près de 300 personnes.

Judi 7 mars, le mécontentement des salariés des différentes FNAC parisiennes, en particulier

Socialisme ou révolution ?

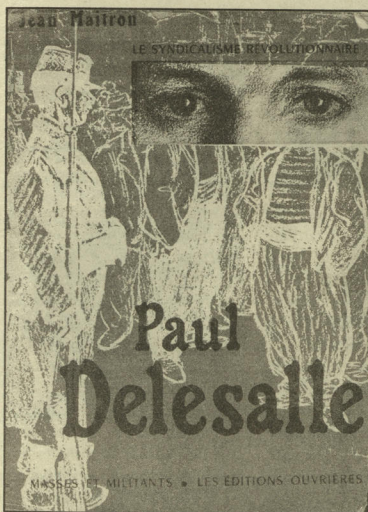
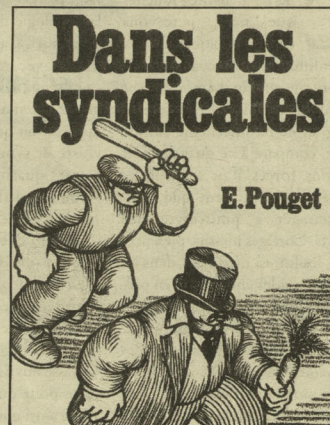
LYA quelques semaines Lionel J. a été chercher l'adoubement de l'Internationale socialiste à Stockholm. Il paraîtrait que le mot « socialiste » est devenu graveleux. On parle maintenant d'« une autre façon de gouverner », et autres circonvolutions évitant de prononcer « le » mot. Ajoutez à cela que dans notre bel Hexagone une majorité de citoyens ne fait pas de différence entre le programme de Jacques et celui du Frisé ! Que reste-t-il du socialisme à la française ?

Un hebdomadaire francilien a montré à sa une photo de Nicole Notat secrétaire nationale de la CFDT, en posant la question : « NC Premier Ministre ? » Diable le socialisme réel à la française serait-il incarné par la dame de fer de feu le Square Montholon, aujourd'hui Belleville ?
Pauvres héritiers de Jaurès et de Guesde, il ne leur reste pas grand chose à ronger... Dans nos cartons nous avons trouvé sous la plume de Jean Maitron, la relation du congrès de Londres,

le dernier où tous ceux qui croyaient en un autre monde se réunissaient pour confronter les idées, discuter des moyens. Mouvement ouvrier ou aquarium, les problèmes étaient déjà posés.

Cette vision peut sembler idyllique mais il nous a semblé utile de rappeler les faits. Aujourd'hui les socialistes n'ont plus que « coulevres » à tous les menus. Trêve de commentaires, lisons ce qui se passait à la fin du XIX^e siècle !

Thierry



interventions individuelles, d'ailleurs assez mal tolérées. Mais la situation avait bien évolué, comme nous l'avons vu, entre 1893 et 1896. Entrés en nombre dans les syndicats et y menant une action très énergique, les anarchistes français décidèrent de faire entendre leur voix à Londres. Et ainsi que le remarque Vandervelde, on peut dire que pratiquement ce congrès n'eut finalement pour résultat que de trancher la question de savoir si on devait ou non admettre les anarchistes dans les congrès socialistes.

L'affaire, cependant, devait donner lieu à des débats passionnés. À Zurich, on s'était mis d'accord sur la résolution suivante, résolution qui prêtait à discussion : « Toutes les Chambres syndicales ouvrières seront admises au Congrès ; aussi les Partis et organisations socialistes qui reconnaissent la nécessité de l'organisation des travailleurs et de l'action politique. Par action politique on entend que les organisations des travailleurs cherchant, autant que possible, à employer ou à conquérir les droits politiques et le mécanisme de la législation, pour amener ainsi le triomphe des intérêts du prolétariat et la conquête du pouvoir politique. »

Les anarchistes étant hostiles à toute action politique et parlementaire, cette résolution les évinçait donc en tant qu'anarchistes, mais ils pouvaient prétendre participer au congrès comme représentants de Chambres syndicales si toutefois on admettait qu'il y avait bien un point virgule après l'expression : « seront admises au Congrès ». Dans le cas contraire, c'était demander aux Chambres syndicales d'admettre la nécessité de l'action politique et par là même obliger à se renier les anarchistes qui les représentaient.

EN juillet-août 1896 va se produire un événement décisif dans les rapports entre les différents courants socialistes et plus précisément dans les rapports entre anarchistes et marxistes : il s'agit du Congrès de Londres, « le plus agité, le plus tumultueux, tranchons le mot, le plus chaotique, de tous les congrès de la II^e Internationale »¹, congrès qui consacra la scission définitive entre marxistes et anarchistes. La Première Internationale, fondée en septembre 1864 au cours du meeting londonien de Saint-Martin's Hall avait connu très tôt d'après luttes intestines entre bakouninistes² et marxistes. Le Congrès de La Haye de 1872 avait mis fin à ces luttes en excluant les anarchistes les plus marquants : Bakounine et James Guillaume. Une scission en était résultée puis les deux tronçons de l'Internationale avaient continué une vie indépendante mais diminuée pour aboutir à une liquidation définitive : en 1876, pour l'Internationale marxiste qui avait transporté son siège à New-York ; en 1877, pour l'Internationale bakouniniste ou jurassienne. Depuis lors, les socialistes avaient tenu un certain nombre de congrès internationaux, à Paris en 1889, à Bruxelles en 1891, à Zurich en 1893. Les anarchistes français avaient évité d'y participer si l'on excepte quelques

truments de précision et de la Bourse du travail d'Amiens. Il se trouvait là avec les principaux militants anarchistes de l'époque : Fernand Pelloutier, Emile Pouget, Jean Grave, Tortelier, Malatesta, etc. et, passionné, il intervint véhémentement dans la discussion qui s'éleva à la séance plénière du 27 juillet. Un incident tragi-comique en résulta, et voici en quels termes Augustin Hamon le rapporte :

« M. Delesalle, d'aspect malingre, monte sur la plate-forme, M. Bouillon l'interpelle, puis, devant l'insistance de M. Delesalle, il est pris de colère et saisit à bras le corps le malheureux syndiqué et le jette violemment au bas de l'escalier (cinq à six marches) ». On crie au scandale, mais il n'y avait là que la conséquence d'une passagère surexcitation - Franklin Bouillon devait voter en faveur de l'admission des anarchistes au congrès - et Delesalle s'en tire avec « des contusions sans importance ».

Après avoir finalement admis les anarchistes, le congrès traita à la hâte de nombreuses questions, puis se termina par le vote d'une motion qui exigeait qu'à l'avenir les conférences, groupements ou organisations corporatives reconnaissent « la nécessité de l'action législative et parlementaire ». Cette motion spécifiait de plus : « Les anarchistes seront exclus. »

Les compagnons, cependant, avaient profité de leur réunion à Londres pour tenir, en marge du congrès, une sorte de conférence internationale les mercredi 29, jeudi 30 et vendredi 31 juillet, précédée d'un meeting où parla Elisée Reclus. Delesalle y participa évidemment et prononça quelques mots à la séance du mercredi 29.

De retour à Paris, il fournit un rapport sur sa délégation, rend compte du congrès dans *Les Temps nouveaux*⁴ et rédige, avec la participation du groupe des Etudiants socialistes (ESRI) où il compte de nombreux amis, une brochure de 24 pages intitulée *Les Révolutionnaires au Congrès de Londres*.

Désormais son influence dans les organismes syndicaux ne fera que croître.

Désormais son influence dans les organismes syndicaux ne fera que croître.

Jean Maitron
le Syndicalisme révolutionnaire,
Paul Delesalle
collection Masses et Militants,
les éditions ouvrières

1. E. Vandervelde, *Souvenirs d'un militant socialiste*, éditions Dencel, Paris, p. 145. Le Congrès de Londres s'intitulera : International Socialist Workers and Trade Union Congress (Conférence internationale socialiste des travailleurs et chambres syndicales ouvrières).

2. Si Proudhon peut être considéré comme le premier théoricien de l'anarchisme, Bakounine en fut le premier militant.

3. Il s'agit de Franklin Bouillon, étudiant français, « qui remplit le rôle d'interprète » et qui ce jour-là y avait ajouté « volontairement » celui de commissaire chargé de l'ordre. A. Hamon, *Le Socialisme et le Congrès de Londres*, Paris, P.V. Stock, 1897, p. 107. Elu par la suite député radical, F. Bouillon jouira comme tel d'une certaine notoriété.

4. N° 16, 15-21 août 1896, le Congrès de Londres ; numéro 17, 22-28 août 1896, « Les conférences anarchistes de Londres ».



Les anarchistes du Portugal

C'EST par petites touches que nous percevons depuis quelques années le renforcement du courant anti-autoritaire au sein du mouvement social. Le chemin est encore bien long, et ce retour encore timide mais, comparé à ce qu'était l'état de nos forces il y a quelques années, cela ne peut que nous encourager à poursuivre nos efforts. Cortèges massifs, présences dans les luttes, mais aussi dans les quartiers et les entreprises, en particulier grâce au renouveau du syndicalisme révolutionnaire... tout cela est connu, mais l'un des domaines concrets où se manifeste cette nouvelle crédibilité – la recherche sur l'histoire du mouvement ouvrier révolutionnaire – est encore trop peu convoqué par les analystes pour dépendre ce renouveau libertaire.

La publication par les éditions CNT-Région parisienne d'un ouvrage de fond sur le mouvement libertaire portugais est un exemple parmi d'autres de cette réappropriation de notre histoire.

N'est-il pas révélateur que jusque-là nous ignorions à peu près tout ou presque de cette épipée du mouvement syndicaliste révolutionnaire portugais ? Et, pourtant, proportionnellement, le mouvement anarchosindicaliste portugais fut aussi puissant et combatif que son homologue espagnol. Là, comme ailleurs, les censeurs de l'histoire ont fait leur travail à la perfection, alors même que le destin du Portugal, si proche géographiquement, s'est toujours mêlé au nôtre, ne serait-ce qu'au travers de l'immigration.

Ce livre, *Les Anarchistes du Portugal*, signé Joao Freire, se veut une étude exhaustive du mouvement libertaire lusitanien. Au fil des pages (336), le lecteur découvre non seulement le passé des mili-

tants mais également l'idéologie et la sociologie de ce mouvement si particulier. Car si les points communs avec notre histoire sont nombreux, les spécificités portugaises ne manquent pas. Ainsi apprend-on qu'au Portugal, anarchiste et syndicaliste sont deux termes quasiment synonymes... Autre singularité portugaise, le fait que la CGT – anarchosindicaliste – soit l'unique organisation syndicale portugaise. Cette exception nourrit l'idéologie de la centrale dont le but est « de développer, hors de toute école politique ou doctrine religieuse, la capacité de la classe ouvrière organisée dans la lutte pour que le salariat disparaisse ainsi que le patronat, avec la possession de tous les moyens de production ». On ne s'étonnera donc pas que *A Batalha*, quotidien de la CGT, soit la troisième publication du pays, survivant même un temps, dans la clandestinité, à la dictature de Salazar.

Cinq grandes parties structurent cet ouvrage, et si la progression est chronologique, des pionniers de la Première Internationale aux dernières manifestations culturelles des années 90, l'auteur n'hésite pas à faire des pauses dans cette étude événementielle pour dégager les fondements sociologiques et théoriques de l'anarchisme lusitanien. Ainsi, après avoir évoqué la longue maturation des sections bakouniniennes vers une organisation syndicale de masse hégémonique, Joao Freire analyse les origines sociales des militants révolutionnaires, concluant à une écrasante proportion de prolétaires dans les rangs du mouvement. Cette caractéristique fondamentale de l'anarchisme portugais lui évitera bien des dérives sectaires ou idéologiques, à l'image de l'attitude des militants face à la négociation, aux

répression d'un pouvoir ultra-autoritaire, l'exil, le découragement, la disparition d'une structure syndicaliste internationale crédible, sapent des décennies d'efforts et de sacrifices. Il faudra attendre ces dernières années pour que renaisse l'espoir.

Comment alors, à la lumière de ce triste bilan, ne pas rechercher les causes du déclin et de la quasi-disparition d'une théorie et d'une pratique qui firent les grandes heures du mouvement ouvrier ? Bien entendu, Joao Freire propose ses réponses, donnant à son ouvrage un intérêt qui dépasse de loin le cadre d'une simple monographie du mouvement anarchiste portugais. Au point que, pour le lecteur français, il s'agit autant de découvrir l'histoire volée d'un pays que de plonger au cœur d'une réflexion in situ sur la crédibilité de nos pratiques et sur leur avenir.

Un ouvrage qu'on ne saurait laisser ranger sur les rayons des (bonnes) librairies non seulement parce qu'il nous plonge dans un univers méconnu mais surtout parce qu'il interroge nos pratiques actuelles, notre place dans les luttes sociales et ouvrières (dans les quartiers, les entreprises, mais aussi dans le domaine de l'éducation), et les perspectives du syndicalisme révolutionnaire qui, sans une solide réflexion, non pas sur les causes de sa disparition (on ne connaît que trop le rôle de la répression étatique dans cette élimination sans pitié, au Portugal, en Espagne, en Allemagne, en Argentine ou en Italie...) mais sur son incapacité à se relever après des années de clandestinité et de stalinisme. On notera à cet égard la grande qualité de la préface, qui, outre une brillante synthèse du livre, engage un dialogue d'une haute tenue avec les conclusions de l'auteur quant à l'avenir du mouvement syndical anti-autoritaire, au Portugal mais aussi dans bien d'autres pays.

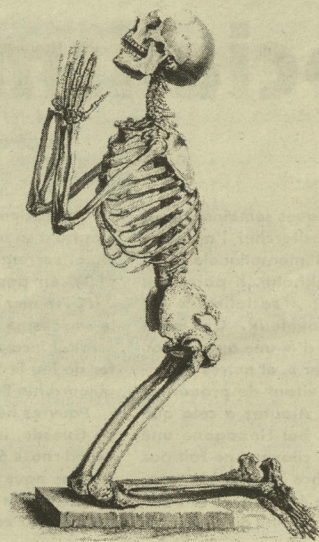
Avec cette publication, les éditions de la CNT poursuivent leur indispensable travail de retour sur le passé, travail engagé il y a maintenant deux ans à l'occasion de la conférence internationale de Mai 2000 sur l'histoire du mouvement ouvrier international et dont les actes sont sortis l'an passé.

Greg Kerautret

* Joao Freire, *Les Anarchistes du Portugal*, éd. CNT-Région parisienne, 2002, 336 p., 13 euros.

* Collectif, *De l'histoire du mouvement ouvrier révolutionnaire*, éd. Nautilus et CNT-RR, 2001, 300 p., 15,25 euros.

Ouvrages disponibles à Publico



Cinéma
vidéo

« Dieu,
famille et
propriété »

L'ENTREPRISE Ledesma de la ville de General San Martin, dans le nord ouest de l'Argentine, produit du sucre. Un sucre au goût amer et trop cher payé quand on apprend comment étaient organisées la production et, tout autour de l'usine, la vie quotidienne. Ce sont surtout les Indiens des ethnies Chiriguana et Toba qui donnaient leurs vies pour que l'activité reste généreuse pour la famille propriétaire. Afin de renforcer l'obéissance de cette main-d'œuvre qui connaît des conditions de survie effroyable, la légende indienne du « Familial » fut utile. Car ceux qui mouraient (de faim, de soif et de maladie) au labour devaient – disait-on – leur disparition aux démons : cette dialectique fut reprise par les propriétaires, détournant ainsi tout risque de révolte contre une organisation du travail meurtrière. Ajoutons à cela que cette famille membre de l'oligarchie argentine n'hésita pas à prêter ses camions aux militaires qui prirent le pouvoir en 1976, afin de faciliter l'arrestation puis la « disparition » des contestataires qui dénonçaient le goût de sang du sucre Ledesma, et le tableau sera brossé. Le pouvoir économique dans sa plus brutale démonstration, les croyances pour justifier et le concours des militaires pour éradiquer la révolte, puis l'explosion populaire en 1997 contre le système Ledesma, c'est ce que raconte un film, documentaire d'une heure trente minutes.

Ce film, qui alterne images d'archives, entretiens avec des témoins, des journalistes, des ethnologues, des enfants ou femmes de disparus qui résistèrent contre le silence, et des images des actualités argentines de l'époque, démonte le mécanisme du mensonge Ledesma. Il donne à découvrir, à réfléchir, à ne pas oublier ni pardonner. Du point de vue filmique, le rythme, la narration, la diversité des images donnent au document une qualité incontestable et qui absorbe votre attention durant 90 minutes. Le groupe de cinéma alternatif qui en est à l'origine, le groupe Cine Insurgente, s'est donné comme objectif de « faire un cinéma différent qui rend compte des combats quotidiens contre la fatalité, la répression et l'exploitation ». Et c'est un fait que ce film de Fernando Krichmar, *Dieu, famille et propriété*, est de celui qui fait ser- rer les poings, et qui rend compte de la richesse des formes de résistances que les Argentins pratiquent encore aujourd'hui contre leurs élites.

Pour finir, il faut ajouter que les ventes de films permettront au groupe Cine Insurgente de se procurer de quoi continuer son œuvre dans une Argentine où faire du cinéma de combat reste difficile, faute de moyens.

Daniel

groupe Gard, Vauchuse

Pour commander la K7 vidéo (version originale sous titrée en français) : Sylvain Planque, 37, rue Bec-de-Lièvre, 30900 Nîmes ou cineinsurgent@yahoo.fr

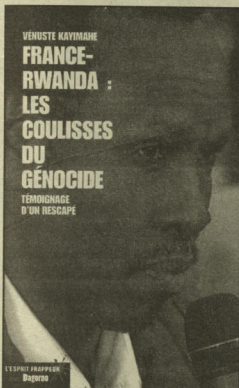
Chèques de 26 euros à l'ordre de Sylvain Planque



France-Rwanda les coulisses du génocide

témoignage d'un rescapé

SUR un passé de guerres ethniques entre un peuple éleveur de bestiaux, les Tutsi (minoritaires), et un peuple d'agriculteurs, les Hutu (majoritaires), la colonisation s'est installée au XIX^e siècle en pays rwandais; d'abord allemande, puis belge. 1962, c'est l'indépendance, le néo-colonialisme français prend la suite (présentation volontairement brève et bien entendu schématique). Pour régner, il faut diviser: les colonisateurs belges avaient choisi les Tutsi comme intermédiaires pour exploiter l'ensemble



de la population noire. Mais rien n'est simple! Les ethnies se croisent et s'entremêlent. Avec la France, changement de programme: cette dernière s'appuie sur les Hutu majoritaires, dans l'ensemble moins « cultivés » que les Tutsi qui ont fait des études dans les séminaires catholiques. La rancœur des Hutu est lointaine contre ces Tutsi anciennement dominateurs et collaborateurs des Blancs.

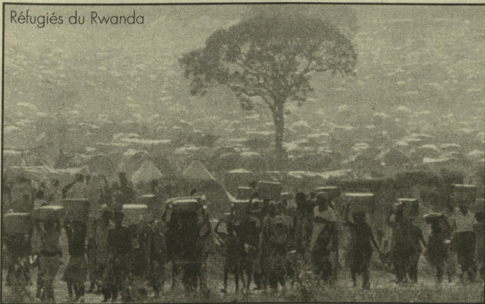
En 1973, un certain Habyarimana (hutu) arrive au pouvoir, soutenu par la France (de droite et de gauche). L'efficacité de son gouvernement laissant à désirer, il faut un bouc émissaire: le Tutsi. D'où quelques tueries (mais les massacres inter-ethniques étaient déjà monnaie courante). Opposée à

Habyarimana s'est constituée aux frontières une force armée efficace, le Front patriotique rwandais (FPR), essentiellement tutsi, mais comprenant des Hutu « modérés ». Lorsque, en avril 1994, l'avion de Habyarimana est abattu (vraisemblablement pas par le FPR, qui n'avait aucun intérêt à cette disparition), décapitant le gouvernement quasiment au complet, la colère hutu se déchaîne. Commence alors le génocide des Tutsi et des Hutu « modérés », massacre qui fera plus d'un million de morts (hommes, femmes et enfants), et cela sous l'œil quasi indifférent de l'armée française.

Vénuste Kayimahe est un survivant de ce dernier massacre, un miraculé. Rescapé, passe encore, mais il parle, il écrit, il dénonce ses employeurs du Centre culturel français de Kigali qui n'ont pas bougé le petit doigt pour le sauver lui et sa famille. Il décrit le pillage du centre par les paras français. Il est sauvé par des militaires belges et se retrouve au Kenya sous la protection du HCR (Haut Commissariat aux réfugiés). Encore en vie? Cela ne fait pas l'affaire de ses anciens employeurs ni du gouvernement français: ce témoin bavard est gênant. Le lecteur se demande un instant si lui et son reste de famille ne vont pas être simplement liquidés. Les Français feront des pieds et des mains pour le réduire au silence en exerçant un chantage et en les retirant, par une sorte de rapt, du contrôle du HCR. Rien n'y fit: Vénuste Kayimahe, homme seul, mais tenace et sûr de son droit fait face à des lâches, à des hypocrites et à des salauds. Nous sommes là dans l'engrenage d'un enfer que les humains savent si bien mettre en œuvre et ici, plus précisément, devant la responsabilité du gouvernement français qui a apporté durant plus d'une vingtaine d'années son soutien à un régime que l'auteur qualifie de nazi. Cette histoire n'est pas finie, et ce livre aidera à comprendre et les événements présents et le futur proche.

André
groupe de Montreuil

* Vénuste Kayimahe, *France-Rwanda: les coulisses du génocide, témoignage d'un rescapé*, L'Esprit frappeur avec Dagorno, 362 p., 19,83 euros.



Réfugiés du Rwanda

NOUS venons de recevoir l'ouvrage que Pierre Tévanian, un ami de longue date des « immigrés » mais aussi des libertaires, vient de publier, aux éditions de L'Esprit frappeur. Avant de l'ouvrir, Pierre nous prévient par un clin... de citation: « Une civilisation qui choisit de fermer les yeux à ses problèmes les plus cruciaux est une civilisation atteinte. Une civilisation qui ruse avec ses principes est une civilisation moribonde. » C'est signé: Aimé Césaire.

Qui est raciste en France?

Il y a plus de vingt ans, le maire communiste de Vitry relançait le débat sur l'immigration, en faisant détruire par un bulldozer, un foyer de travailleurs immigrés en construction dans sa commune, soutenu par la direction nationale de son parti. Il justifiait son acte au nom « du seuil de tolérance ». Il n'était pourtant pas du Front national. Déjà à cette époque, pas si lointain, Mongo Béti écrivait en février 1981:

« À mon avis, c'est se bercer d'une très dangereuse illusion que de prêter aux Français quelque capacité ou inclination à accepter le statut de peuple multiracial ou multiculturel. Tout dans l'histoire, les croyances et les mœurs des Français, dément une telle espérance. Machiavélisme des dirigeants, abjection des médias, pusillanimité de la bourgeoisie, égoïsme des maîtres à penser depuis la disparition de Sartre, perversion persistante des mythes esclavagistes, et naturellement, effets de la crise économique. Tout se conjugue au contraire, pour faire de l'immigration le problème explosif et en quelque sorte providentiel pour les aventuriers. L'évolution des communistes français permet de prédire qu'un petit Mussolini mâtiné de Poujade sera tenté tôt ou tard d'y trouver la chance de sa vie. »

Deux ans plus tard, J.-M. Le Pen, l'ancien député poujadiste est dans le rôle du « petit Mussolini ». Personne n'a retenu la leçon. Et la plupart des responsables politiques ont suivi le Front national sur le terrain des « problèmes d'immigration ». À la fin des années 1990, le rapport de force se modifie: l'extrême droite entre en crise et l'on constate un relatif apaisement du débat politique sur « l'immigration ». La lutte contre la discrimination, par exemple, finit par faire son apparition dans l'agenda politique et dans les grands médias.

Plusieurs associations et partis de « gauche » se remettent à parler d'une vieille promesse socialiste oubliée pendant vingt ans: le droit de vote de tous les résidents étrangers aux élections locales. Mais bien des problèmes demeurent et nous interdisent tout excès d'opti-

Le racisme républicain Réflexions sur le modèle français de discrimination



dence: la fin du racisme n'est pas en France, à l'ordre du jour... Donc, l'accès des « immigrés » à la visibilité est indispensable, car la peur se nourrit d'elle. Pour

imposer leur visibilité: livres, films, débats publics, demande d'une condamnation officielle des crimes perpétrés contre les minorités (esclavage, colonisation, torture et massacres coloniaux à Sétif, à Madagascar, le 17 octobre 1961, à Ouvéa en 1988): une reconnaissance, une commémoration et un véritable traitement judiciaire de ces crimes permettrait-il de marquer dans les esprits une rupture radicale avec les représentations inégalitaires?

Les ressorts du racisme et de sa persistance sont tellement nombreux et puissants qu'aucun moyen n'est à négliger: tout doit être tenté, selon Pierre, du testing et des actions en justice, jusqu'à la conquête du droit de vote de tous les étrangers, en passant par les campagnes de désobéissance civile ou des action plus radicales (Act-Up, MIB ou CAE).

En, tant que militant anarchiste, même si c'est contre mes principes de base (des gens que j'aime et que je respecte vont pourtant bien aller voter)... Alors pourquoi refuser ce droit, ou ce choix, aux « immigrés »? Nous pourrions être agréablement surpris... après tout, pour nous... ne pas voter est devenu aussi, un droit!

Patrick Schindler
groupe Claaaaaash

* Pierre Tévanian, *Le racisme républicain, réflexions sur le modèle français de discrimination*, L'Esprit frappeur, 4,57 euros.

misme: lenteur de la lutte gouvernementale contre les discriminations, reprise en main et durcissement de la politique des titres de séjour, mise en place et radicalisation d'un politique sécuritaire répressive.

Enfin, depuis la scission du FN, le gouvernement et les médias s'accordent pour entretenir une dangereuse illusion: la fin du racisme! Mais force est de constater qu'aucun des principaux ressorts du racisme n'a fait l'objet d'une véritable remise en cause, et le diagnostic que Mongo Béti donnait il y a plus de vingt ans n'a hélas rien perdu de sa pertinence: tous les ressorts sont là et autorisent la poursuite d'une « politique d'immigration » qui rendent toujours possibles de nouvelles poussées du vote d'extrême droite:

– La prolifération et la banalisation, dans les grands médias, d'un lexique tendancieux incitant à la haine ou au mépris.

– La méconnaissance générale de la réalité juridique, politique et socio-économique de l'immigration.

– Le travail de propagande des éditorialistes, des essayistes et universitaires « nationaux-républicains » qui produisent et diffusent à grande échelle, un discours de légitimation qui pousse chacun, à rejeter ou à mépriser « l'immigré » en toute « bonne conscience »,

– La profonde « habitude » du mépris de l'Africain, du Maghrébin ou du musulman, issue d'un siècle de domination coloniale,

– Enfin, la chape de silence et d'invisibilité qui pèse sur les expulsions, les discriminations ou les violences policières, qui contribue à leur permanence et à leur banalisation.

Pierre Tévanian y consacre les cinq chapitres de son ouvrage et l'introduit par: la fin du racisme?

– L'opinion et ceux qui la font.

– La langue des « maîtres » et comment l'apprendre.

– Quelques remarques sur l'idéologie national-républicaine.

– Le passé colonial et comment l'oublier.

– Ce dont on parle et ce dont on ne parle pas.

En guise de conclusion, Pierre se rend à l'évi-



Vie du mouvement

Congrès de la CNT-Éducation

PERPIGNAN n'est pas loin de Barcelone. En fixant le lieu de son congrès dans la seconde ville catalane, la fédération des Travailleurs de l'Éducation de la CNT n'avait pas prévu la réunion des ministres européens de l'énergie privatisée, mais des délégués ont pu profiter de cette coïncidence pour participer à une manifestation de militants refoulés par la police à la frontière ! Derrière cette anecdote, il y a l'implication des syndicats Éducation de ne pas se cantonner à la sphère nationale : la CNT a ainsi comme principal partenaire européen la CGT espagnole, anarchosindicaliste, dont on a pu constater la force dans les rues de Barcelone.

Deux sujets ont concentré l'attention des congressistes : l'implication pédagogique de

nombreux de ses membres, avec la participation de représentants des mouvements eux-mêmes (GFEN à ce congrès, ICEM au congrès précédent), et le récent mouvement des instituteurs parisiens, où l'effort de la CNT n'a pas tant consisté à prendre la tête de l'action (avec SUD et l'École émancipée) qu'à initier la prise en charge par les enseignants eux-mêmes de tous les aspects de l'action (organisation des manifestations, tenue et surtout décisions des assemblées). Aider à la prise de responsabilité, dans le métier comme dans la lutte, c'est la fonction de notre courant syndical.

fede-educ@cnt-f.org

Perpignan, le 17 mars 2002



À la petite semaine

Démocratie



TOUS les sondages, toutes les enquêtes d'opinion indiquent que l'écart entre les deux principaux candidats à la présidentielle, au soir du second tour, sera très réduit.

Tous les sondés, tous ceux qui ont une opinion s'accordent à reconnaître que la campagne électorale est d'une rare insipidité, d'une faiblesse insignifiante, d'un vide sidéral effrayant. Il est vrai qu'il faut sérieusement s'emmerder pour trouver quelque intérêt au fait que Jospin ait trouvé à la France un cœur qui bat, que Chirac ait l'âge de ses artères et qu'Arlette abrite quelque part un amour clandestin.

L'élu, on le devine, ne devra sa victoire qu'au choix de dernière minute

d'une petite masse d'imbéciles patentés, qui se décident à partir de critères hautement civiques et réfléchis tels que la couleur d'une cravate pour les unes, la préférence physique pour l'épouse d'un candidat pour les autres.

On imagine aisément que ça n'est pas en parlant culture qu'on ralliera les suffrages de cet échantillon d'abrutis. Et ça tombe bien, car les candidats n'en ont aucune envie. Alors, on se satisfera des confidences cuculs de l'égérie des travailleurs au magazine Gala ou des envolées lyriques de l'ancienne taupe de POCL.

C'est le temps des élections. C'est la démocratie.

Floréal

LE PRINTEMPS COMMENCE, la nature revient à la vie, ceci entraîne un besoin de renouveau, et ce printemps la politique nous promet du renouveau. Hélas cela ne sont que promesses électorales (présidentielles et législatives).

En fait de quoi s'agit-il : Le peuple français va être appelé à se choisir un nouveau président et un nouveau parlement, il va abdiquer sa souveraineté aux mains de ceux qui seront les plus habiles pour lui soutirer son suffrage. Bien sûr nombreux sont ceux qui sont morts pour ce droit au suffrage universel soit obtenu, et je respecte la lutte de ces compagnons morts pour la liberté des générations qui les ont suivis. Mais les droits ne sont pas des choses acquises une fois pour toutes, ils ne se maintiennent que tant que leur suppression n'entraînerait pas des conséquences trop importantes et qu'ils ne peuvent plus être détournés.

Le parlementarisme, même issu du suffrage universel, n'a toujours été qu'un leurre que les anarchistes n'ont jamais cessé de combattre; non pas en vertu d'une foi doctrinaire, mais parce que plutôt que d'encourager les individus à s'habituer à prendre en main et à régler, dans toute la mesure du possible, leurs propres affaires au travers des associations de différents types ; il les encourage dans la tendance à s'en remettre aux autres. Nous, anarchistes, ne voulons pas que les peuples s'habituent à envoyer leurs amis (ou prétendus tels) au pouvoir, ni à attendre leur émancipation de leur accession au pouvoir. Les peuples qui veulent leur liberté démolissent les bastilles; les tyrans, au contraire, demandent à ce qu'on y entre et à ce qu'on s'y barricade.

Le parlementarisme est une forme de gouvernement ; et ce gouvernement, cela veut dire pouvoir législatif, pouvoir exécutif, pouvoir judiciaire ; cela veut dire violence, coercition, imposer par la force aux gouvernés la volonté des gouvernants. Toute société autoritaire se maintient par la coercition. La société anarchiste doit être fondée sur le libre accord : il faut que les hommes qui y vivent ressentent profondément et acceptent spontanément les devoirs de la vie

Printemps de l'anarchie à l'Ageca



sociale ; qu'ils s'efforcent d'harmoniser les intérêts discordants et d'éliminer tout motif de luttes intestines ; ou du moins, si des conflits se produisent, ils ne doivent jamais être important au point de provoquer la constitution d'un pouvoir modérateur qui, sous prétexte de garantir à tous la justice, réduirait tout le monde en esclavage.

Nous rejetons comme fausse et pernicieuse toute idée d'harmonie providentielle et d'un ordre naturel dans la société, parce que nous pensons que la société humaine et aussi l'homme social sont le produit d'une lutte longue et laborieuse contre la nature, et que l'homme retomberait rapidement dans l'animalité et la lutte brutale s'il cessait d'exercer sa volonté consciente et s'il s'abandonnait à la nature. Dans une société anarchiste, il faut que chacun ait profondément ancré en soi le sentiment que la liberté des autres étend la sienne à l'infini.

L'histoire nous a montré que si un pouvoir quelconque avait pu faire quelque chose, même composé d'hommes d'intelligence, de courage, d'une incroyable honnêteté, qui tous de la veille ou de long temps avaient donné d'incontestables preuves de dévouement et d'énergie. Le pouvoir incontestablement les annihilait ne leur laissant plus d'implacable volonté que pour le sacrifice. Ne laissons pas croire au peuple qu'il serait possible de lui assurer le travail, le bien-être et la liberté, si le gouvernement passait de la main de celui-ci dans la main de celui-là; si la gauche après avoir opprimé la droite était à son tour opprimée par elle. Comme le pouvoir est l'instrument et la citadelle de la tyrannie, les partis en sont la vie et la pensée. Plutôt qu'élire,

La Lune est à vous

EN MAI 2001 des signataires de l'Appel à l'unité du mouvement libertaire organisaient un débat public sur ce sujet à Nantes. De la trentaine de personnes présentes une dizaine, signataires ou non, décident de se revoir et de mettre en place un espace de débat au sein de la mouvance libertaire nantaise : les Anarchistes anonymes étaient né(e)s. À leur actif, des discussions sur le nucléaire, sur le pouvoir et un débat public début octobre dans le cadre de la journée nationale anti-nucléaire.

Les Nantais(e)s qui se sont rendus les 13 et 14 octobre à la première rencontre des signataires de l'Appel à l'unité en ont tiré un bilan plutôt positif, se reconnaissant dans cette dynamique, et ont décidé de rentrer collec-

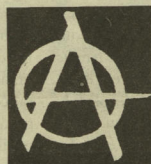
tivement dans le secrétariat technique qui s'est mis en place à Niort.

Suite à l'envie de la plupart des personnes participant aux Anarchistes anonymes de se situer collectivement dans cette démarche de convergence au niveau de l'Hexagone et après deux réunions de discussion les Anarchistes anonymes se sont dissous dans la LUNE ! Ainsi a été créé Libertaires unitaires Nantes estuaire, collectif signataire de l'Appel à l'unité et membre du secrétariat technique de cet appel. C'est un collectif d'individu(e)s. Ceux et celles-ci pouvant être signataires ou non de l'Appel, membres ou non d'organisations. LUNE a pour but de mettre en place des espaces de débats, de confrontations, de participer à l'unité du mouvement

libertaire au niveau local mais aussi dans le cadre d'un réseau hexagonal. Après quelques mois de fonctionnement, LUNE organise une réunion ouverte ou vous êtes tout(e)s invité(e)s pour un échange sur les pratiques libertaires nantaises et sur l'unité.

LUNE
c/o CITÉ, BP 131,
44403 Rezé cedex 44000
Nantes

Le samedi 6 avril au 17, rue Paul-Bellamy à Nantes (2^e cour au fond), à 14 h 30 LUNE organise une réunion ouverte. À 18 heures, la FA, le SCALP et le Gasprom organisent une conférence avec Jacques Lesage de La Haye. Un pot vous permettra de respirer entre ces deux temps de réflexion et d'échanges.



AGIR au lieu d'élire

FÉDÉRATION ANARCHISTE ★ 145 RUE AMELOT 75011 PARIS

nous préférons agir quotidiennement afin que l'émancipation de chacun amène une société plus juste ou chacun participerait au bien être de tous. Dans les États actuels, une loi nouvelle est considérée comme un remède à tous les maux. Au lieu de réformer soi-même ce qui est mauvais, on commence par demander une loi qui le modifie. Ainsi en est-il de la sécurité quotidienne : au lieu que chacun prenne en main et se sente responsable de la sécurité de tous ; l'État français a pondu des lois qui sous couvert de résoudre la sécurité quotidienne de tous, limite en fait la liberté de chacun. Prenant prétexte des événements du 11 septembre, le gouvernement nous a imposé ces lois d'exception, qui ne sont même pas conformes au droit ; mais qui répondent à la propagande sécuritaire sur laquelle se basent les campagnes électorales.

Qu'en serait-il dans une société libertaire ? Si une bande de voyous parcourt les rues en insultant et en molestant les plus faibles qu'eux et que le public assiste à ce spectacle dans l'indifférence ? Alors naturellement, les plus faibles et ceux qui aiment leur petite tranquillité personnelle appelleraient de leur vœux l'institution de la police, et celle-ci ne manquerait pas de se constituer. On pourrait peut-être soutenir que, dans ces circonstances la police serait un moindre mal ; mais on ne pourrait pas dire qu'on est en anarchie. Et à coup sûr il n'y a pas d'anarchie possible quand il y a tant de violent d'un côté et tant de lâches de l'autre. Mais dans une société anarchiste où chacun sera éduqué à se prendre en main et à respecter les autres, nous pensons qu'il y aura moins de violence et moins de lâcheté.

Christophe
groupe Louise Michel

Si vous pensez que ces idées valent la peine d'être discutées, nous vous proposons de venir en débattre avec nous le vendredi 12 avril 2002 à 19 h 30 à l'AGECA, au 177, rue de Charonne à Paris.